



- **A9: Keine PUK! Wer trägt nun die politische Verantwortung?**
- **Le Valais est avant-gardiste !**
- **Caisses de pension**
- **Le RSV sous analyse**
- **Gute Noten für die Walliser Spitäler**
- **Davantage de femmes, tous gagnants**
- **Leuthard mit wehenden Fahnen**
- **Ignace Rey reicht Beschwerde ein**
- **Le RSV fait fuir les patients !**
- **Ursprung gagna-t-il face à JRF ?**
- **Pensionskassen brauchen Hilfe**
- **Freie Fahrt für die Ostausfahrt**
- **Ça passe pour Thomas, c'est gagné pour Jean-René**
- **GNW-Gesetz ist unter Dach und Fach**
- **Les Valaisans mènent la vie dure aux homos**
- **Grossrat will Spital Brig kaufen!**

A9: Keine PUK! Wer trägt nun die politische Verantwortung?

Rückblick der SVP-Fraktion auf die September-Session im Grossen Rat

SVP für die Einsetzung einer PUK

Die SVP-Fraktion verlangte die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) im Zusammenhang mit den Zahlungsverfahren der Sektion Nationalstrassen. Die

PARTEIENFORUM

Aufgabe einer PUK besteht darin, die politische Verantwortung aufzuzeigen. Es sollen die politischen Verstrickungen und Auswirkungen der Vorauszahlungspraxis geklärt werden. Es geht nämlich nicht an, die Mitarbeiter im Baudepartement als Sündenböcke zu opfern, währenddem die politisch Verantwortlichen von nichts gewusst haben wollen.

Der zuständige Staatsrat Rey-Bellet hat vor dem Grossen Rat erklärt, dass es sich bei den Vorauszahlungen beim Riedberg-

tunnel um einen Einzelfall und auf keinen Fall um eine gängige Praxis beim Bau der A9 handelt. Demgegenüber haben das Finanzinspektorat und die GPK festgestellt, dass es sich beim Riedbergtunnel um keinen Einzelfall handelt und dass Vorauszahlungen für nicht ausgeführte Arbeiten auch noch auf anderen Baustellen festgestellt werden konnten. Auch beim Bau beteiligte Beamte, Bauleiter, Ingenieure und Bauunternehmer (darunter zwei CVP-Grossräte) bestätigten, dass es sich bei den Vorauszahlungen um eine gängige Praxis handelt. Es liegen auch Aussagen vor, wonach die Praxis der Vorauszahlungen auch dem Departementsvorsteher bekannt war und dass in Bezug auf die Vorauszahlungen Weisungen von oben erteilt wurden. Die Einsetzung einer PUK hätte

hier Klarheit schaffen können. Durch die Ablehnung einer PUK durch die Mehrheit des Grossen Rats entsteht der Eindruck, dass man etwas zu verbergen hat und dass man die politische Verantwortung nicht aufzeigen will.

Parlamentarische Interventionen

Grossrats-Suppleant Stefan Willa bekämpfte erfolgreich ein Postulat aus CSP-Kreisen, mit welchem verlangt wurde, bei der Behandlung einer parlamentarischen Intervention in der Antwort des Staatsrats jeweils die Kosten der Bearbeitung aufzuführen. Damit wären die Rechte des Parlaments beschritten worden. Ausserdem hätte die Annahme dieses Postulats zusätzliche Bearbeitungskosten verursacht – also ein Widerspruch in sich...

Grossrat Franz Ruppen hinterlegte in der September-Session zwei Interpellationen, mit welchen vom Staatsrat Auskunft in den folgenden Bereichen verlangt wird:

Die erste Interpellation befasst sich mit dem Ausbau der durchgehenden Doppelspur im neuen Lötschberg-Basistunnel. Da keine durchgehende Doppelspur vorhanden ist, wird dies bei Unterhaltsarbeiten zwangsläufig immer wieder zu Beschränkungen im Betrieb mit den entsprechenden Konsequenzen (Totalsperrung des Tunnels, Umleitung der Züge über den Berg) führen.

Die zweite Interpellation behandelt die Thematik, dass das Oberwallis in der Kantonsverwaltung in Bezug auf die Dienstchefs zahlenmässig stark untervertreten ist: Obwohl der Anteil der Oberwalliser Bevölkerung im Kanton Wallis ca. 27,6 Prozent beträgt, sind nur sieben von 47 kantonalen Dienstchefs Oberwalliser, das sind 14,9 Prozent.

**Für die SVP-Fraktion:
Franz Ruppen, Grossrat**

Caisses de pension: de 550 à 605 millions!

ASSAINISSEMENT ► Trois jours après leur assemblée, les fonctionnaires savent désormais à quelle sauce ils seront mangés en octobre au Parlement. En 2^e lecture, la commission « Ursprung » a rendu son verdict.

VINCENT FRAGNIÈRE

Samedi, en assemblée, la FMEF réclamait, pour la dernière fois, un changement de cap dans le dossier de l'assainissement des deux caisses de pension étatiques par rapport aux décisions prises par le Parlement en 1^{ère} lecture au printemps dernier.

Malheureusement pour elle, la commission chargée de la 2^{ème} lecture et présidée par le député Louis Ursprung a confirmé, dans son rapport rendu public hier en fin d'après-midi, un nombre important de choix politiques décidés en mai : volonté d'atteindre un degré de couverture de 80% pour les deux caisses, passage de l'âge de la retraite à 62 ans pour tous sauf pour la police à 60 ans, suppression à moyen terme de la garantie de l'Etat, diminution de 1,5% de la cotisation versée par l'Etat en contrepartie de la recapitalisation importante, gel des rentes pendant cinq ans ou encore fusion des caisses. « Nous avons, par exemple, refusé de revoir à la hausse l'âge de la retraite des fonctionnaires ordinaires en raison des efforts déjà consentis par ceux-ci entre 1995 et 2000 et de l'appréciation du principe de la symétrie des sacrifices », explique Louis Ursprung.

Divergence avec le Gouvernement

Par contre, la commission a enfin chiffré le coût des mesures transitoires qu'elle prévoit sur un délai de trois ans et non pas de cinq comme le désire le gouvernement. « Celles-ci reviennent à 18 millions de francs. Si on les étale sur cinq ans, il serait alors impossible d'atteindre le degré de couverture de 80% pour 2009 sans compter la difficulté concrète d'appliquer des mesures transitoires sur cinq ans. » Ces 18 millions, ajoutés au 37 millions de recapitalisation complémentaire proposée par la commission (voir ci-contre), permettent de chiffrer à 605 millions et non pas 550 le participation de l'Etat au découvert technique des deux caisses.

Enfin, si, contrairement à la position de la FMEF, la com-



Lors de la session d'octobre, le Parlement définira de manière définitive les mesures d'assainissement des deux caisses de pension étatiques. A moins que le FMEF ne fasse recours au tribunal fédéral... SACHA BITTEL

mission est favorable, comme le Parlement en mai et le gouvernement, au passage de la primauté des prestations à celle des cotisations, elle fixe simplement un délai plus important – 1^{er} janvier 2012 – pour sa mise en application « qui doit obligatoirement passer par une nouvelle loi... »

Le rapport de la commission répond également aux différentes exigences ou propositions de la FMEF ou de ses associations membres. « La plupart d'entre elles ne concernent pas les compétences d'un parlement, mais les négociations au niveau du contrat de travail entre les départements concernés et les fonctionnaires. »

Acceptées à 11 contre 2 en commission, ces propositions devraient selon tout logique passer la rampe du Parlement à la mi-octobre. Restera alors à savoir si le FMEF, comme annoncé à plusieurs reprises déjà, fera réellement recours contre cette nouvelle loi au tribunal fédéral.

LES GRANDS CHANGEMENTS

► Elle augmente le montant de recapitalisation des deux caisses fixées à 550 millions par le Grand Conseil en 1^{ère} lecture. Au total, elle propose 605 millions en tenant compte du coût des mesures transitoires – 18 millions – et d'une recapitalisation complémentaire de 37 millions. « Celle-ci s'explique par le caractère risqué de la solution retenue en 1^{ère} lecture, car la performance très élevée dégagée par les deux caisses en 2005 n'est plus prise en compte pour la détermination du rendement moyen de 5% attendu jusqu'à fin 2009 », explique Louis Ursprung.

► La commission maintient l'obligation du passage du système de la primauté des prestations à celui de la primauté de cotisations. Toutefois, il donne non pas un délai de trois ans, mais de six pour le faire. « Compte tenu de l'important travail que nécessite un tel chantier, le nouveau délai accordé paraît

plus réaliste. Par contre, notre proposition est plus contraignante pour l'Etat, car elle n'autorise aucun report. »

► En fixant un délai de trois ans pour les mesures transitoires chiffrées pour la première fois à 18 millions de francs, la commission a maintenu la décision du Grand Conseil au détriment de la volonté du Conseil d'Etat de mettre ce délai à cinq ans. « Concrètement, les assurés qui prendront leur retraite en 2007, 2008 ou 2009 seront mis au bénéfice du régime transitoire », clarifie Louis Ursprung. Par rapport à la solution du Conseil d'Etat, l'économie pour les caisses est de 9 millions de francs.

► A l'unanimité, la commission ne veut en aucun cas octroyer une délégation des compétences en faveur du gouvernement en vue de la réalisation de la fusion des deux caisses. « L'importance d'un tel dossier rend difficilement concevable la constitution d'une telle entité par voie de délégation. »

FMEF

«Comme par hasard...»

Président de la FMEF, Pierre-André D'Andrès s'étonne tout d'abord de la date de diffusion du rapport de la commission « Ursprung ». « La semaine passée, il fallait laisser travailler la commission dans le calme. Et, comme par hasard, le rapport devient public trois jours après notre assemblée générale. Comme nous les connaissons toujours mieux, nous avons prévu ce scénario et déjà convoqué une assemblée extraordinaire à huis clos pour le 18 octobre. » Averti hier soir de la diffusion du rapport, Pierre-André D'Andrès a passé une heure à le lire avant de nous livrer

cette première réaction. « A première vue, je n'ai pas remarqué de grands changements par rapport au vote en 1^{ère} lecture. Par contre, le rapport contient suffisamment de substance, notamment au niveau des mesures transitoires pour qu'on l'analyse plus en détail avec l'aide de notre actuaire. De plus, nous ne prendrons une position officielle qu'après un débat au sein de notre comité. On nous a fait attendre des années. Vous pouvez bien en faire de même quelques jours de plus... »

PUBLICITÉ

PARFUMERIE
Roger Nicolas

Rue des Vergers 16
1950 Sion
Tél. 027 322 39 68

parfum.ariane@netplus.ch



LA

20
TOUS
SUR
(non c
NOM

CAISSES DE PENSION

La FMEF toujours fâchée



Pierre-André D'Andrès: «Tout indiquait que le dossier arriverait à ce qui ressemble à une impasse.»

HOFMANN

Lundi dernier, le président de la FMEF Pierre-André D'Andrès avait refusé de commenter à chaud le rapport de la deuxième commission parlementaire au sujet de l'assainissement des deux caisses de pension étatiques. Hier, dans un communiqué de presse, la FMEF a qualifié le travail de cette commission présidée par le député haut-valaisan Louis Ursprung «*d'un tour pour rien*».

«Les mêmes pinceaux»

Pour la FMEF, les changements entre le travail de la première et de la deuxième commission sont quasi inexistantes. «*La deuxième commission doit aimer les copies. Elle a repris les mêmes pinceaux et la même couleur pour dessiner le second rapport.*» Et la FMEF d'énumérer tous ses souhaits non exaucés. «*Nous souhaitons le maintien de la primauté des prestations. La commission confirme celle des cotisations. Nous demandions des dispositions transitoires étalées sur dix ans, la commission les maintient sur trois. Quant aux mesures d'accompagnement, cruciales pour les enseignants et nombre de fonctionnaires, elle se contente mollement de renvoyer la balle au Conseil d'Etat.*» Mais les critiques de la FMEF ne s'arrêtent pas là, puisque la deuxième commission a osé proposer comme objectif à terme l'abandon de toute garantie étatique. «*Nous ne sommes guère surpris par le contenu de ce rapport. Tout indiquait que le dossier en arriverait à ce qui ressemble à une impasse.*»

Quatre moyens de lutte

La fédération attend la décision définitive du Parlement lors de sa session d'octobre avant de prendre des dispositions concrètes lors de son assemblée extraordinaire fixée au 18 octobre. «*Les moyens de lutte envisagés sont très clairs: référendum, action en responsabilité civile contre l'Etat du Valais, recours contre la loi au Tribunal fédéral et, en dernier lieu, recours administratifs individuels.*» Le discours n'est pas nouveau. Mais le conflit ouvert se précise de plus en plus... VF

Eine Runde für nichts!

Bericht der zweiten parlamentarischen Kommission zur Sanierung der staatlichen Pensionskassen

Die zweite parlamentarische Kommission hat ihren Bericht über die Sanierung der öffentlichen Pensionskassen abgeliefert. Er geht auf keine einzige Forderung des ZMLB ein. Er lässt, was die Sache zusätzlich verschlimmert, noch grössere Zweifel über die Begleitmassnahmen offen.

Die zweite Kommission muss Freude an Kopien haben. Sie bediente sich der gleichen Pinsel und der gleichen Farben, um den zweiten Bericht betreffend die Sanierung der Pensionskassen auszumalen. Der ZMLB wünschte die Beibehaltung des Leistungsprimats. Die Kommission bestätigt das Beitragsprimat. Der Zentralverband forderte auf zehn Jahre verteilte substanzielle Übergangsbestimmungen, um die Auswirkungen der Erhöhung des Pensionie-

rungsalters abzudämpfen. Die Kommission bleibt bei den drei Jahren. Die für das Lehrpersonal und zahlreiche Beamte entscheidenden Begleitmassnahmen fegt sie mit einer lässigen Handbewegung vom Tisch. Sie begnügt sich halbherzig damit, den Ball an den Staatsrat zurückzuspielen.

Ergebnis: Der ZMLB hat noch immer keine Gewähr dafür, dass diese Begleitmassnahmen eines Tages auch wirklich umgesetzt werden. Um sie genehmigen zu lassen, wird der Regierung keine andere Wahl übrig bleiben, als damit erneut vors Parlament zu treten. Dieses wird sich, wie dies heute so üblich ist, über die damit verbundenen Ausgaben empören. Es wird sie anfechten. Oder vielleicht ablehnen.

Was noch schlimmer ist: Die

zweite Kommission macht keinen Hehl aus ihrer Absicht: Sie schlägt als mittelfristiges Ziel die Abschaffung jeglicher staatlicher Garantie vor.

Der ZMLB ist vom Inhalt dieses Berichts nicht sehr überrascht. Alles sprach dafür, dass das Dossier sich immer mehr in Richtung einer Sackgasse bewegen würde. Der Zentralverband wartet jetzt den Entscheid des Parlaments ab. Konkrete Beschlüsse wird er anlässlich seiner ausserordentlichen Delegiertenversammlung vom kommenden 18. Oktober fassen.

Hier zur Erinnerung die ins Auge gefassten Kampfmittel: Referendum, Geltendmachung der Verantwortlichkeit des Staates Wallis (Verantwortlichkeitsklage), Beschwerde gegen dieses Gesetz beim Bundesgericht und zuletzt individuelle Verwaltungsbeschwerden.

**Zentralverband
der Magistraten, Lehrerschaft und Beamten
des Staates Wallis (ZMLB)**

«Le Valais est avant-gardiste!»



Albert Bétrisey et Walter Moser, représentant de la conférence des gouvernements cantonaux. LE NOUVELLISTE

CHARLY-G. ARBELLAY

Chaque année, les services parlementaires de la Suisse romande, de Berne et du Tessin se réunissent dans un canton. Samedi, la 43e réunion s'est tenue à Sion. Les participants ont délibéré de la péréquation financière dans la salle du Grand Conseil. Ils ont été accueillis par le président Albert Bétrisey et salué par Jean-Michel Cina, conseiller d'Etat. La partie récréative s'est déroulée au domaine du Grand Brûlé à Leytron. Chaque délégation a vendangé les raisins qui serviront à produire le «Cru du Grand Conseil».

Albert Bétrisey, à quoi servent ces rencontres?

Il s'agit avant tout d'échanges d'expériences pratiques entre les Bureaux des Grands Conseils de la Suisse romande, de Berne et du Tessin. A titre d'exemple, l'instauration du vote électronique des députés, la traduction simultanée ou encore la retransmission des débats à la télévision sont des cas concrets d'expérience. Un canton bilingue, tel que Fribourg, n'a pas encore introduit cette traduction.

J'apprécie l'avant-gardisme du Parlement valaisan. C'est rassurant! Car dans bien des domaines les Parlements perdent de leur importance et les problèmes se règlent par des concordats.

Quelles sont les plus grandes différences entre les divers Parlements?

Au niveau des bureaux, cela fonctionne de la même ma-

nière. Dans chaque canton, il y a des spécificités quant au rythme des sessions ou des thèmes débattus. Le Valais connaît le député suppléant par exemple!

On peut aussi se poser la question de la présidence du Grand Conseil qui est limitée à une année. Pourquoi ce délai si court? Le président a-t-il le temps de cerner tous les problèmes? Devrait-il rester au perchoir plus longtemps?

Quel regard portez-vous sur la péréquation financière?

La mise en œuvre de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons est d'une grande actualité. Chaque canton sera touché. En Valais, un comité de pilotage a été instauré. Le Grand Conseil y a un représentant.

Vous êtes à mi-parcours de votre année présidentielle, quel premier bilan tirez-vous?

C'est une expérience exceptionnelle et j'en suis très heureux! Je m'étais préparé. Cela se passe plutôt bien. A ce jour, j'ai pris part à 110 représentations. Etant bilingue, je n'ai aucune peine à visiter le Haut-Valais. J'ai remarqué que les gens du Haut sont très accueillants, très chaleureux et beaucoup plus respectueux.

Pour la prochaine session du Grand Conseil, j'ai proposé qu'elle soit exempte de traduction simultanée durant un après-midi afin que chacun essaie de comprendre l'autre. Des étudiants en bilinguisme participeront à l'expérience.

LETEMPS

«Les fonctionnaires le cul dans le miel, c'était peut-être vrai il y a trente ans...»

Valais. A la tête du syndicat des employés de l'Etat du Valais, Michel Perruchoud a choisi de casser une longue tradition de conciliation et d'entamer un bras de fer musclé sur la réforme des caisses de retraite. Portrait d'un nouvel ennemi public



Laurent Nicolet

Sur le papier, Michel Perruchoud, 48 ans, est un Valaisan exemplaire. Un de ces Valaisans de formation supérieure qui reviennent mettre leurs compétences au service de la patrie après s'être fait les dents hors canton. Exactement comme les aime le Conseil d'Etat. Pour ne rien gâter, ce Martignerain, père de six enfants, s'affirme «catholique pratiquant et exerçant des responsabilités dans sa paroisse».

Mais voilà, son retour a vite tourné au cauchemar pour le gouvernement. En 2004, après huit ans comme chef de service au Département genevois des travaux publics, il débarque avec sa collection de diplômes en politique et assurances sociales et un master en administration publique, et est nommé secrétaire de la Fédération des magistrats, enseignants et fonctionnaires (FMEF). Une organisation qui s'était distinguée jusqu'ici par un sens aigu de la conciliation et une douce proximité avec le pouvoir.

Or, dès le premier gros dossier qui s'est présenté, la réforme des caisses de pension, pilotée par le conseiller d'Etat Jean-René Fournier, Michel Perruchoud a fait de la résistance musclée. Une réforme qui prévoit le passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations, une recapitalisation d'environ 600 millions pour relever le taux de couverture à 80%, un relèvement de 2 ans de l'âge de la retraite pour les enseignants et les policiers et une diminution de 1,5% de la participation de l'Etat aux cotisations.

D'emblée, le secrétaire de la FMEF dénonce un diktat du Conseil d'Etat, fustige le suivisme du parlement, et menace, après l'aval du projet en première lecture, de déclencher un déluge de feu, allant du référendum au recours devant le TF en passant par une action en dommages et intérêts contre le gouvernement ou encore une

avalanche de recours de particuliers destinés à engorger la justice et bloquer le processus de réformes. Son débat avec le secrétaire de l'Union des indépendants (UDI), Jean-Yves Gabbud, sur la chaîne locale Canal 9, se termine en pugilat. Dans la foulée Michel Perruchoud dépose une plainte pénale contre le journal radical Le Confédéré qui l'avait accusé d'instaurer à la FMEF «un régime de Vichy».

Dernière attaque en date, qui le consacre nouvel ennemi public, celle du patron des caisses de pension des hôpitaux, Christian Zufferey, qualifiant la stratégie de Michel Perruchoud de «démagogique et irresponsable».

Malgré ces faits d'armes, le bouillant secrétaire affirme que la radicalisation de la FMEF n'est pas imputable à sa personnalité: «La FMEF fait enfin son travail, à savoir la défense de ses 7500 membres.» A la veille du débat en deuxième lecture, qui devrait se transformer à nouveau en plébiscite pour le projet du gouvernement, Michel Perruchoud ajoute une menace à sa panoplie: «La Suisse a ratifié des conventions internationales qui stipulent l'obligation de négociations entre employés et employeurs. Or Jean-René Fournier et le Conseil d'Etat l'ont dit et écrit à plusieurs reprises: pas de négociations. Nous pourrions donc aller devant une cour internationale.» Comme preuve de cette absence de dialogue, Michel Perruchoud cite le dogme de la primauté des cotisations par rapport aux prestations: «Nous avons proposé un système mixte comme à Fribourg mais ce point n'a jamais été discuté.»

Ce fils de syndicaliste chrétien reconnaît avoir «de bonnes relations avec Jean-René Fournier» mais estime que le Conseil d'Etat «a été dépossédé du dossier par le parlement et tout ce que le PDC et le PRD comptent de nostalgiques du thatchérisme et du reaganisme». Des politiciens se servant, selon lui «de l'UDI comme d'un bras armé».

Michel Perruchoud conteste aussi le délai de transition: «Lors de la 10e révision de l'AVS, qui avait élevé de 2 ans l'âge de la retraite des femmes, un délai de quinze ans avait été fixé. Or nous n'en réclamons que dix.» Le gouvernement, lui, en propose cinq et la commission de 2e lecture trois. Cette même commission a rajouté aux mesures prévues la suppression de la garantie de l'Etat, ce qui évidemment fait grincer Michel Perruchoud: «La BCV, entreprise privée depuis 1993, cotée en Bourse, continue, elle, à bénéficier de la garantie de l'Etat, ce qui est indéfendable d'un point de vue éthique.»

Si on fait remarquer au secrétaire de la FMEF que plus les mesures de transition seront longues, plus elles seront coûteuses, il rétorque que «plus les mesures seront courtes plus le coût social sera élevé». Quant à l'argument massue de l'UDI, du parlement et d'une bonne partie des Valaisans, à savoir que les fonctionnaires bénéficient de privilèges qui ne se justifient plus, Michel Perruchoud tranche: «Les fonctionnaires le cul dans le miel, c'était peut-être vrai il y a trente ans. Aujourd'hui, après toutes les mesures d'économies et les programmes de new public management, on trouve autant de dépressions et de burn-out chez les fonctionnaires que dans le privé».

Pour casser cette image, la FMEF présente ainsi sur son site des fonctionnaires auxquels on ne songe pas forcément «comme les cantonniers ou le personnel de l'Hôpital psychiatrique de Malévoz». Les cantonniers d'ailleurs, Michel Perruchoud semble bien les aimer: «A une époque, j'ai interrompu mes études et exercé la profession de maçon. C'est pour cela aujourd'hui que je suis aussi à l'aise avec un cantonnier qu'avec un conseiller d'Etat.» Les cantonniers confirmeront. Les conseillers d'Etat, c'est à voir

«Wir haben den Staatsrat frühzeitig vor dem Schlamassel gewarnt»

ZMLB-Vertreter weisen einseitige Schuldzuweisungen der Politik in der Vorsorgekassen-Problematik zurück

S i t t e n. Was immer nächste Woche im Grossen Rat betreffend die Sanierung der staatlichen Vorsorge- und Ruhegehaltskassen passiert: Die Vertreter der Berufsverbände sind enttäuscht und kritisieren, dass sie als Direktbetroffene in die Lösungssuche nicht mit einbezogen wurden. Mit der Opferrolle wollen sie sich nicht zufriedengeben.

«Wir hatten schlicht und einfach nichts zu melden», sagt Peter Eyer, Präsident der Oberwalliser Lehrerorganisation OLLO und einziges aktuelles Oberwalliser Mitglied im Direktionskomitee des ZMLB (Zentralverband der Magistraten, Lehrerschaft und Beamten des Kantons Wallis).

Unerwünschte Sozialpartner

«Man hat uns zwar angehört, aber gleichzeitig wurde uns von der politischen Seite unmissverständlich klargemacht, dass wir inhaltlich nichts zur Sanierung unserer Vorsorge- und Ruhegehaltskassen beizutragen hätten», so Eyer weiter. Die Repräsentanten der den beiden öffentlichen Pensionskassen des Staates angeschlossenen rund 11 500 Mitglieder empfinden das gegenüber einem Sozialpartner als fragwürdiges demokratisches Verständnis.

«Wir wollen nicht die Rolle der schweigenden Opfer übernehmen», schreibt der Vorstand des VMBA (Verband der Magistraten, Beamten und Angestellten des Staates Wallis) besorgt an seine Mitglieder. «Unser Arbeitgeber, der Staatsrat, respektiert die gegenseitige Partnerschaft nicht mehr, wenn er geltend macht, das er durch Verhandlungen (. . .) nicht in die Zange genommen werden will.»

«Gewillt zu kämpfen»

Und weiter: «Wir sind gewillt zu kämpfen und das Erreichte zu verteidigen.» Man lasse sich nicht einfach so soziale Rahmenbedingungen auferlegen, welche die Mitglieder schlechterstelle. Denn die Schuld an der Entwicklung sei nicht im Desinteresse der Mitglieder oder an den Machenschaften des langjährigen Zentralsekretärs Ignace Rey auszumachen, dessen unlautere Geschäfte manchem gelegen kämen, um einen Schuldigen präsentieren zu können. Reys Geschäfte hätten nur zu einem ganz minimalen Teil zur jetzigen Schräglage der Kassen beigetragen, sagt Peter Eyer, ohne den ehemaligen starken Mann des ZMLB in Schutz nehmen zu wollen.

Ungleiche Opfersymmetrie

Die Oberaufsicht und damit die letztliche Verantwortung sei nämlich stets beim Staatsrat gewesen und dieser hätte genügend Zeit gehabt, entsprechend zu reagieren, «denn er ist schon vor vielen Jahren auf die ungute Entwicklung aufmerksam gemacht worden». Unternommen worden sei aber nichts. Deshalb gehe es jetzt auch nicht an, dass die Versicherten in einer ungleichen Opfersymmetrie die Suppe alleine auslöffeln müssten. Eyer verweist hier auch auf die Untersuchungsergebnisse der PUK, welche die Verantwortung in diesem Dossier klar den politischen Behörden zuhält.

Jahrelang keine Reaktionen auf bekannte Missstände

«Die prekäre Schieflage der Ruhegehalts- und Vorsorgekasse des Lehrpersonals und der Vorsorgekasse für das Personal des Staates Wallis ist seit 1998 bekannt», sagt OLLO-Sekretär und Grossrats-suppleant Rolf Eggel. Passiert sei trotzdem jahrelang nichts. «Und jetzt will man plötzlich mit einer überhasteten Botschaft möglichst rasch das Problem vom Tisch haben.» Alle seien über die massive Unterdeckung der Kassen orientiert gewesen, sagt Eggel. Die Signale auf dem Weg dorthin seien von den Delegierten sogar schon viel früher erkannt worden. Bereits 1980 verlangten sie deshalb eine Erhöhung der Versicherungsbeiträge von 18 auf 20 Prozent. «Das wurde sogar in den Verbandsstatuten so festgelegt», sagt Peter Eyer. Der Kanton habe aber nicht mitgezogen. Der Staatsrat habe es unter Hinweis auf die Staatsgarantie nicht als notwendig erachtet und wollte das so als Arbeitgeber gesparte Geld lieber anders einsetzen. Die Regierung sei schliesslich 15 Jahre später bereit gewesen, die Beiträge (1995 und 1996) um je ein Prozent anzuheben. Erst da habe sie eingesehen, dass es so nicht mehr weitergehen könne. Prompt sei dann jedoch den Angestellten und Beamten vorgeworfen worden, sie würden zu tiefe Beiträge zahlen und zu hohe Leistungen beziehen.

Sparen und verzichten

Die ganze Pensionskassen-Problematik sei in der Folge als Instrument für die staatliche Personalpolitik gebraucht worden. «Sie haben sparen wollen und wir haben verzichten sollen. Echte Verhandlungen hat man uns verweigert», so Eyer. Und auf den Vorschlag, die Beiträge anzupassen, habe man mit dem kostenneutralen Angebot eines tieferen Pensionsalters reagiert. Bis jetzt sei das Pensionsalter 58/60

unter annehmbaren Bedingungen möglich gewesen. Nach den neuen Vorschlägen sei dies mit 60/62 nicht mehr möglich, weil die Übergangsrenten zusammengestrichen worden seien.

«So gewinnt der Staat»

«Die Kassen sollen einseitig auf unserem Buckel saniert werden», schliesst Eyer aus den Beschlüssen der vorbereitenden Kommission. Der Kanton rühme sich, 605 Millionen Franken einzuschiessen und verkaufe dies im Grundtenor quasi als Zeichen des guten Willens gegenüber den Versicherten. Dabei sei es gar nicht notwendig, das finanzielle Gleichgewicht so kurzfristig wieder herzustellen. Der Staat komme gemäss Konzept der Kommission Ursprung (Deckungsgrad von 80 Prozent bis zum 31. Dezember 2009, danach progressiver Übergang zu einem Deckungsgrad von 100 Prozent bis 2025 unter vielen den Versicherten auferlegten Opfern) durch die massive Reduzierung der Beiträge (der Arbeitgeber will diese um 1,5 Prozent herabsetzen) zu einem Nettogewinn von 100 Millionen Franken.

170 statt 605 Mio. als Gegenvorschlag

Laut den von den Kassen konsultierten Experten wäre ein Deckungsgrad von 60 Prozent als kurzfristiges Ziel mit einem Beitrag von zirka 170 Millionen Franken zu erreichen. Das Deckungsziel der beiden fusionierten Kassen wäre (ausreichende) 80 Prozent bis ins Jahr 2025.

Die Verbände wehren sich auch gegen die mittelfristig geplante Aufgabe der Staatsgarantie, sobald die beiden Kassen miteinander fusioniert haben.

Wichtiger ist ihnen noch, dass das bisherige System des Leistungsprimates (gesicherte Rente) beibehalten wird. Dies erlaube im Gegensatz zum Beitragsprimat (abhängig von den Einzahlungen) eine solidarische Verteilung der Risiken, wirft der ZMLB ein.

«Schwer enttäuscht»

«So wie die ganze Sache jetzt aufgegleist ist», sagt Eyer, «können wir unter dem Strich nur eines festhalten: Wir sind von unserem Sozialpartner, dem Staatsrat, schwer enttäuscht.»

Die Walliser Staatsangestellten würden nämlich gute Arbeit leisten, wird festgehalten. «Im Vergleich mit anderen Kantonen ist unser Beamtenapparat klein gehalten und die Lehrerschaft hat mit den Resultaten in der PISA-Studie bewiesen, dass sie zu den Besten im Land gehört.» tr

Sich wehren gegen die Opferrolle

Sollte das Parlament nächste Woche den Vorschlägen der Kommission Ursprung folgen, wird dieses Verdikt nicht stillschweigend hingenommen. Bereits am 18. Oktober wird an einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung des ZMLB über das weitere Vorgehen beraten.

Möglich sind nach Vorabklärungen durch einen anerkannten Experten die vier folgenden juristischen/politischen Schritte:

1. staatsrechtliche Beschwerde beim Bundesgericht
2. Verantwortlichkeitsklage, um die Verantwortung des Staates geltend zu machen
3. Referendum
4. Verwaltungsbeschwerde an das Kantons- und Bundesgericht im Namen aller benachteiligten ZMLB-Mitglieder tr



Le RSV sous analyse

RAPPORT ▶ En 2005, le Département de la santé avait demandé un rapport externe sur la qualité des soins dans le cadre de la réorganisation hospitalière. Thomas Burgener a décidé de le dévoiler hier...

VINCENT FRAGNIÈRE

En pleine «affaire Richard», il y a plus d'une année, des professionnels de la santé, sous couvert d'anonymat, avaient laissé entendre que la sécurité médicale n'était pas toujours assurée en pleine restructuration hospitalière. Pour faire taire ces rumeurs, le Département de la santé avait alors demandé un audit externe à l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne. Celui-ci est parvenu sur la table de Thomas Burgener le 20 septembre dernier. Ce dernier a décidé de le rendre public juste avant la session du Parlement qui traitera de la loi sur la santé «pour faire certaines rumeurs qui évoquaient un mauvais rapport». Certains, comme le député Gabriel Luisier, évoquent déjà une manipulation politique (voir ci-dessous) tandis que le médecin séduisant Pierre-Christian de Roten parle de rapport «clean» trop théorique (voir ci-contre). «Le Nouvelliste» vous dévoile les points forts et faibles du RSV selon l'Institut universitaire lausannois.



Les conclusions de l'audit de l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive de Lausanne sont plutôt favorables au RSV. MAMIN

+ Des séjours hospitaliers en baisse

Depuis 2003, les séjours hospitaliers de plus de 24 heures sont en baisse en Valais. 1805 séjours de moins en 2004, 896 en 2005 qui concernent surtout la chirurgie, la pédiatrie et la gynécologie-obstétrique. Selon le rapport, «le transfert de l'ambulatoire, la meilleure adéquation de certaines hospitalisations, le possible transfert d'interventions chirurgicales au secteur privé sont les explications retenus pour expliquer cette baisse».

- Des transports internes qui explosent

Le transport de patients entre différents lieux de soins du RSV a augmenté de 40% en 2005. Au niveau des soins somatiques aigus, cette progression est encore plus importante: plus 36% en 2004 et plus 90% en 2005. «Cette augmentation paraît conforme aux attentes. Par contre, un réflexion ultérieure quant à l'adéquation de ces transports et la garantie de leur sécurité est à considérer», note le rapport.

+ Des réadmissions faibles et stables

Souvent, les réadmissions inopinées survenant peu de temps après une hospitalisation constituent un indicateur de qualité. Selon l'institut universitaire, ce chiffre a peu varié entre 2002 et 2005 en Valais. «En 2005, cette proportion était de 5,1% au RSV. Les proportions mesurées en Valais n'ont jamais été plus élevées et à quelques repri-

ses même inférieures à celles qui ont été mesurées dans 49 autres hôpitaux de Suisse.»

- Augmentation des infections du colon

Les infections du site opératoire sont couramment utilisées pour évaluer la qualité en chirurgie. Si les taux moyens annuels sont restés stables (1,4%) voire ont diminué, ceux qui concernent la chirurgie du colon ont augmenté (+20% dès 2002) et étaient significativement plus élevés que dans les autres hôpitaux suisses. «Ils ne sont probablement pas à imputer à la réorganisation du système hospitalier. Néanmoins ils doivent encourager à renforcer les mesures auprès des chirurgiens et services concernés.»

+ Bonne satisfaction des patients

Une enquête de satisfaction a été effectuée auprès de 6151 patients. 2656 ont répondu au questionnaire. «De manière générale, la satisfaction des patients est bonne. Les aspects relatifs à l'information et à la communication sont habituellement les moins bien évalués par les patients. Une attention particulière doit y être apportée.»

- Mieux communiquer à l'interne

Trente-sept entretiens avec des professionnels du RSV (24 médecins et 13 soignants) ont été réalisés entre mars et juillet 2005. Parmi les critiques, les res-

ponsables du rapport évoquent une incidence directe sur l'organisation du travail pour plus de deux tiers du personnel qui doit être mieux communiquée. «Les problèmes d'information et de communication, les difficultés organisationnelles attendues, les résistances, les compromis constituent autant de facteurs à l'origine des points négatifs énoncés par les personnes interrogées.»

+ Un observatoire avant-gardiste

Le rapport a relevé «l'excellent travail de récolte et de traitement des données relatives à la sécurité des patients et à la qualité des soins réalisés par l'Observatoire valaisain de la santé et par l'Institut central des hôpitaux valaisans». Le rapport va même jusqu'à mettre en avant le côté avant-gardiste de ces démarches. «A cet égard, le canton du Valais est en avance sur nombre d'autres cantons suisses. Le travail de ces entités est ainsi indispensable à la bonne gouvernance du système sanitaire valaisan.»

+ Une conclusion positive

«En conclusion, la qualité des soins est bonne dans les hôpitaux du RSV. La sécurité des patients n'a pas été et n'est pas mise en danger. La transformation du système hospitalier ne menace pas la qualité des soins.» Ces trois phrases de conclusion suffisent à rendre le sourire à Thomas Burgener avant une session parlementaire qui décidera de l'avenir du système de santé cantonal.



«Faire taire ceux qui prétendent que la sécurité s'était dégradée»

THOMAS BURGNER

CONSEILLER D'ÉTAT EN CHARGE DU DOMAINE DE LA SANTÉ

«Je suis très satisfait du contenu de ce rapport universitaire. Après la mise en œuvre de la planification hospitalière, il y avait des voix qui prétendaient que la qualité des soins et la sécurité s'étaient très dégradées. Le rapport constate le contraire. Très objectif, celui-ci évoque aussi des ajustements à mettre en route.

Le système hospitalier valaisan est bon, mais on peut toujours encore l'améliorer, notamment dans le domaine de la communication interne et externe. J'ai décidé de diffuser ce rapport

aujourd'hui, car trop de rumeurs évoquaient un conseiller d'Etat qui n'osait pas le rendre public avant la session tellement il était mauvais pour le RSV. Je suis conscient que certains évoqueront une stratégie politique. Mais il n'y a jamais de bons moments. Je l'ai reçu le 20 septembre après la fin des travaux de la commission de la santé. Avec le Conseil d'Etat, nous avons décidé dans un premier temps de ne pas le diffuser avant la session. Mais compte tenu de ces rumeurs, ce n'était plus possible...»



«Ce rapport n'est pas un pansement pour le RSV»

PIERRE-CHRISTIAN DE ROTEN

MÉDECIN ET MEMBRE DE L'INITIATIVE «SOINS POUR TOUS»

«Ce rapport est politiquement et médicalement «clean». Il est trop basé sur les statistiques et la théorie et pas suffisamment sur la proximité.

De plus, lorsqu'il y a des éléments positifs, le mérite revient à la réorganisation hospitalière. Par contre, pour les aspects négatifs, il faudrait rester réservé. L'an dernier, une enquête de proximité a été réalisée auprès des infirmières et n'est pas aussi positive que ce rapport. Mais on ne l'a pas rendue publique. Attention, je ne dis pas que la qualité des soins n'est pas bonne depuis qu'il y a

le RSV. Je prétends simplement qu'elle n'est plus aussi excellente en raison de cette volonté d'économicité qui n'est, il est vrai, pas spécifique au Valais. Ce n'est pas un drame, mais il faut avoir le courage politique et médical de le dire. Par exemple, aujourd'hui, on reste moins longtemps à l'hôpital et c'est bien. Par contre, les patients qui arrivent en CMS ou en EMS sont plus difficiles à prendre en charge. Le professeur Eckert est un peu présomptueux lorsqu'il affirme, dans vos colonnes, que le RSV augmente la qualité des soins.» VF

«LA DATE DE DIFFUSION DU RAPPORT EST VRAIMENT BIZARRE !»

Député d.c. et coresponsable de l'initiative «Soins pour tous» qui demande la réaffectation de certains hôpitaux, Gabriel Luisier s'étonne de la diffusion de ce rapport quelques jours avant la vote définitif du Grand Conseil sur le projet de loi sur la santé. «Je n'ai pas vu ce rapport, mais on m'a rapporté qu'il n'était pas très positif pour le RSV. J'ai donc décidé de le demander moi-même au Département de la santé. J'ai téléphoné jeudi, mais je n'ai pas pu l'obtenir. Et aujourd'hui, j'apprends qu'il est disponible sur l'internet et diffusé de manière médiatique. C'est très bizarre juste

avant un débat et une votation du Grand Conseil sur la loi sur la santé.» Gabriel Luisier ne comprend pas non plus que la deuxième commission du Grand Conseil qui s'est penchée sur le projet de loi n'ait pas été mis au courant, ni pu avoir accès à ce rapport. «C'est tout simplement inadmissible. Les membres de cette commission ne connaissaient même pas son existence. Nous ne manquerions pas de signaler ce fait lors de l'entrée en matière du projet de loi mardi. Et nous aimerions également savoir depuis quand ce rapport est en possession du département.» VF

PUBLICITÉ

Zarzis, Tunisie
1 semaine dès Fr. 995.-*
dép. 14 ou 21 octobre
Prest.: vol, hôtel 4* en demi-pens.,
transf., taxes aér.
*prix par pers. en chambre double
www.perrodin.ch
Place de Rome
MARTIGNY
Tél. 027 722 20 71

Plus de 40 ans à votre service !
SE CHAUFFEUR/MAZOUT
PETROLE-DISTRIBUTION S.A.
Serge Ramuz, Directeur
079 607 67 17
serge.ramuz@tamoil.ch
Huiles de chauffage
Benzine - Diesel
Votre partenaire en Valais et dans le Chablais
Tél. 027 346 52 00
Case postale 313 • 1964 Conthey 1

Walliser Spitäler sind sicher

Uni Lausanne erteilt Gesundheitsnetz Wallis gute Noten

S i t t e n. – (wb) Die Qualität in den Walliser Spitälern ist gut. Die Sicherheit der Patienten ist nicht in Gefahr. Dies ist das Fazit eines von der Uni Lausanne erstellten Berichts.

Ziel des Berichts war es, eine Bilanz über die medizinische und pflegerische Versorgungsqualität in den Spitälern des GNW zu erstellen. Der Bericht wurde vom Institut der Sozial- und Präventivmedizin (IUMSP) der Universität Lausanne erstellt.

Staatsrat Thomas Burgener zeigte sich mit den Resultaten der Studie zufrieden. Er bestätigte, dass die Qualität nicht gesunken sei. Der Bericht zeige umgekehrt aber auch Schwächen auf, die noch ausgemerzt werden können und müssen.

Die Reform des Spitalsystems gefährde die medizinische und pflegerische Versorgungsqualität nicht. Die Vernetzung der Spitaleinrichtungen gehe in die richtige Richtung und fördere die Verbesserung der Qualität.

Das Walliser Parlament wird sich in der kommenden Woche wieder mit dem Gesundheitsnetz Wallis befassen. **Seite 5**



Walliser Spitäler: Gute Noten aus Lausanne.

Gute Noten für die Walliser Spitäler

Bericht der Uni Lausanne über die medizinische und pflegerische Versorgungsqualität im Wallis

Sitten. – Die Qualität in den Walliser Spitälern ist gut und die Sicherheit der Patienten war nie und ist nicht in Gefahr. Dies ist das Fazit eines von der Uni Lausanne erstellten Berichts. In der nächsten Woche ist das Gesundheitsnetz Wallis (GNW) Thema im Walliser Parlament.

Mit der Einführung der neuen Spitalplanung wurde gleichzeitig die Pflege- und Behandlungsqualität in den Walliser Spitälern in Frage gestellt. Ziel des Berichts war es, eine Bilanz über die medizinische und pflegerische Versorgungsqualität in den Spitälern des GNW zu erstellen. Der Bericht wurde vom Institut der Sozial- und Präventivmedizin (IUMSP) der Universität Lausanne erstellt.

Staatsrat Thomas Burgener zeigt sich mit den Resultaten der Studie zufrieden: «Nach der Reorganisation des Spitalwesens wurde von gewissen Kreisen behauptet, dass die Qualität gesunken und es fast gefährlich sei, in ein Walliser Spital eingeliefert zu werden. Der Bericht widerlegt solche wilden Behauptungen.»

Der Bericht zeige umgekehrt aber auch Schwächen auf, die noch ausgemerzt werden können und müssen.

Walliser Spitäler sind sicher

«Die Resultate sind insgesamt positiv und bestätigen den durch die Walliser Gesundheitsbehörden eingeschlagenen Weg mit der Führung durch das GNW», zeigte man sich gestern seitens des GNW zufrieden.

Die Evaluation hat im Herbst 2004 begonnen und dauerte bis Mitte 2006. Das Institut kommt



Die Reform gefährdet die Sicherheit der Patienten in den Walliser Spitälern nicht, sagt ein Bericht der Uni Lausanne.

Foto wb

zum Schluss, «dass die Überprüfung der erzielten Resultate und der realisierten Analysen zeigt, dass die Sicherheit der Patienten innerhalb des Gesundheitsnetzes Wallis nicht gefährdet ist und nicht gefährdet war». Und die Reform des Spitalsystems gefährde die medizinische und pflegerische Versorgungsqualität nicht.

Ausserdem bestärkt das IUMSP die von den Walliser Gesundheitsbehörden getroffene Wahl. Die Vernetzung der Spitalrichtungen gehe in die richtige Richtung und fördere die Verbesserung der Qualität: «Das

eingeführte Gesundheitssystemkonzept garantierte und garantiert auch in Zukunft der Wohnbevölkerung im Kanton den Zugang zu einem Behandlungssystem von hervorragender Qualität. Die Konsolidierung von medizinischen Spezialgebieten zu Spitzenzentren ist ein geeigneter Faktor, um die Qualität zu verbessern.»

Rund zwei Dutzend national und international anerkannte Indikatoren haben der Analyse der medizinischen und pflegerischen Versorgungsqualität in dieser Studie gedient. Zum Beispiel die Sterberate, die poten-

ziell vermeidbaren Rehospitalisationen, die Meinung und Zufriedenheit der Patienten oder auch die postoperativen Wundinfektionen wurden berücksichtigt.

Stabile Spitalsterberate

Die Säuglingssterberate, ein sehr sensibler Indikator, habe sich in den letzten Jahren positiv entwickelt. Die Spitalsterberate sei stabil geblieben. Andererseits stellten die Experten fest, «dass die Zufriedenheit der Patienten zwischen 2001 und 2005 leicht gesunken ist», aber

das Zufriedenheitsniveau der Patienten in den Spitälern des Ober- und Mittelwallis insgesamt gut geblieben ist. Ursache für die weniger grosse Zufriedenheit seien die Änderungen in der Organisation des Spitalsystems. Bei der Anzahl Spitalaufenthalte hat das IUMSP zwischen 2003 und 2004 einen leichten Rückgang festgestellt. Gute Noten erteilt der Bericht der Arbeit des Walliser Gesundheitsobservatoriums. Er erwähnt die «hervorragende Arbeit der Datenerfassung und -verarbeitung bezüglich der Sicherheit des Patienten und der

medizinischen und pflegerischen Versorgungsqualität, die bis jetzt durch das Walliser Gesundheitsobservatorium und durch das Zentralinstitut der Walliser Spitäler gemacht wurde». Das IUMSP anerkennt ausserdem, dass der Kanton Wallis in diesem Bereich «gegenüber vielen anderen Schweizer Kantonen im Vorsprung ist».

Information verbessern

Die eher hohen Raten der postoperativen Wundinfektionen, beobachtet seit 2002, weisen darauf hin, dass weitere Massnahmen unternommen werden müssen, um eine Reduktion von solchen Infektionen zu erzielen. Der Sanitätsnotfalltransport muss besonders beobachtet werden. Auch die Information und die Kommunikation bei der Einführung der neuen Spitalorganisation sind im GNW intern und extern nicht gut genug verwaltet und geführt worden, weder der Bevölkerung, den Patienten noch den Gesundheitsfachkräften gegenüber. Das heisse auch, diesen Aktivitäten so Beachtung zu schenken, dass das Personal nicht übertrieben gefordert werde. Und kommunizieren heisse auch dem anderen zuhören, insbesondere den Angestellten und den Patienten.

Die Walliser Regierung hat bereits in der letzten Woche vom Bericht Kenntnis genommen. Das Walliser Parlament wird sich in der kommenden Woche wieder mit dem Gesundheitsnetz Wallis befassen. Im Grossen Rat steht die Behandlung des Gesetzes über die Krankenanstalten und -institutionen an.

ÉDITORIAL

Y en a que pour eux!

NADIA ESPOSITO

Faut-il s'étonner que les femmes soient si peu nombreuses dans nos hautes instances politiques et économiques alors que le système est organisé par et pour les hommes? Des séances tard le soir et des postes à responsabilité réservés aux pleins temps ne facilitent pas l'accès au pouvoir des femmes.

Que ce système ait été fait pour eux lorsque le droit de vote féminin n'était encore qu'une chimère est tout à fait acceptable. Mais qu'il soit toujours en vigueur dix ans après l'adoption de la loi sur l'égalité des chances est alarmant. Le potentiel des femmes est aujourd'hui reconnu. En Norvège, où un système de quotas d'égalité a été mis en place dans les conseils d'administration, l'économie est des plus florissantes. En comparaison, notre pays fait pâle figure. Trente-cinq ans après avoir donné le droit de vote aux femmes, magnifiquement symbolisé en Valais par l'élection de Gabrielle Nanchen au Conseil national, le gouvernement n'en compte que deux et le Parlement à peine un quart. En économie, le constat n'est pas plus reluisant avec seulement 8% des mandats de conseils d'administration et 6% des postes dirigeants qui sont assumés par des femmes.

On peut bien sûr avancer que la Suisse a peur des révolutions, qu'elle fonctionne traditionnellement grâce à de petites réformes, que le retard pris par les femmes se comblera gentiment, année après année, élection après élection. Mais tout ça n'est qu'allégations. Elles ont aujourd'hui besoin de mesures concrètes, comme le crédit de 120 millions que le Parlement vient d'accepter pour les crèches. Ces mesures doivent favoriser une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée. Elle est la clé de toute égalité des chances. Et pour cela, les femmes ont besoin des hommes. Elles ont besoin du soutien de leurs maris, disposé à travailler à temps partiel, mais aussi du soutien des politiques et des entreprises. Des horaires plus flexibles, des structures d'accueil pour les enfants en dehors des heures de classes, des cantines scolaires ou d'aide aux devoirs. Autant de concrétisations qui leur permettraient de ne plus avoir peur d'avancer, de ne plus craindre de devoir abandonner ce qui constitue le plus sacré: la maternité et la famille.

Sans cela, on peut craindre de se retrouver à nouveau dans dix ans lors d'un Forum économique comme celui d'hier, à parler du rôle de la femme devant un parterre composé à 95% d'hommes. Ceux à qui l'on adresse l'habituel carton d'invitation. A croire que les femmes valaisannes étaient hier matin aux fourneaux tandis que leurs maris décidaient de leur sort! Quand on vous disait qu'il y en a que pour eux!

«Davantage de fem

FOIRE DU VALAIS ► La conseillère Doris Leuthard affirme que les entreprises



La conseillère fédérale Doris Leuthard: «En 2010, il manquera 25 000 personnes sur le marché du travail. Nous pouvons infléchir cette évolution en augmentant le taux d'activité des femmes.» BITTEL

BERNARD-OLIVIER SCHNEIDER

La nouvelle patronne du Département fédéral de l'économie Doris Leuthard n'a pas usé de la langue de bois hier à Martigny: oui, dit-elle, il reste du chemin à faire pour que les femmes puissent partir dans les mêmes starting-blocks que les hommes lorsqu'il s'agit d'occuper des postes dirigeants dans les entreprises comme à tous les échelons de la politique. Mais c'est réalisable. Avec un brin de bonne volonté. Mieux, le produit intérieur brut helvétique, le fameux PIB, en serait dopé: + 15 à 20% à l'horizon 2050!

Invitée vedette de la Journée de l'économie qu'organisent Publicitas, la Banque Cantonale du Valais, la Foire du Valais et «Le Nouvelliste», Doris Leuthard a conquis un public venu nombreux comme jamais à la salle Bonne-de-Bourbon. Selon elle, le thème du jour, «La place de la femme dans l'économie et la politique» tombe à pic: «En Suisse comme en Valais, on a besoin des femmes. Il reste du chemin à dé-

fricher jusqu'à l'égalité, même si nous avons de belles réalisations à notre actif.»

Parcourir ce chemin ne sera pas une promenade de santé... Selon la conseillère fédérale, que ce soit dans la politique ou l'économie, les femmes sont trop rares, en particulier au sommet de la hiérarchie: «Dans les entreprises, il n'y en a aujourd'hui que 8% dans les conseils d'administration. Ce n'est pas normal!»

Pour Doris Leuthard, les mondes politique et économique doivent se donner la main pour créer un environnement permettant aux femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale. «Aujourd'hui, nous avons la chance d'avoir une économie qui marche, un commerce extérieur qui tourne, un excédent de la balance commerciale d'environ sept milliards de francs, un nombre de chômeurs stabilisé aux alentours de 3%. Je ne demande donc pas l'aumône pour les femmes. Simplement qu'on leur donne la chance qu'elles méritent.

On peut leur offrir un meilleur cadre, notamment en ce qui concerne la prise en charge des enfants en dehors des heures scolaires, les cantines, les devoirs corrigés. Certes, nous avons ouvert de nouvelles voies de formation, par le biais des Hautes Ecoles spécialisées, dans des domaines susceptibles de les séduire, en particulier la santé, le social, les arts. Demeure à découvrir la recette susceptible de multiplier par exemple le nombre de femmes ingénieurs...»

Dans l'immédiat, d'après la conseillère fédérale, le monde politique et le peuple seront interpellés le 26 novembre prochain: «J'espère que le oui l'emportera dans la question de l'harmonisation des allocations familiales. Idem pour l'autre dossier, le milliard à l'Est. Nous devons conforter la position de la Suisse dans l'Union européenne et dans le monde. Déposer un double oui dans l'urne, c'est consolider à la fois nos relations bilatérales avec l'Europe, notre économie et la politique de la famille.»

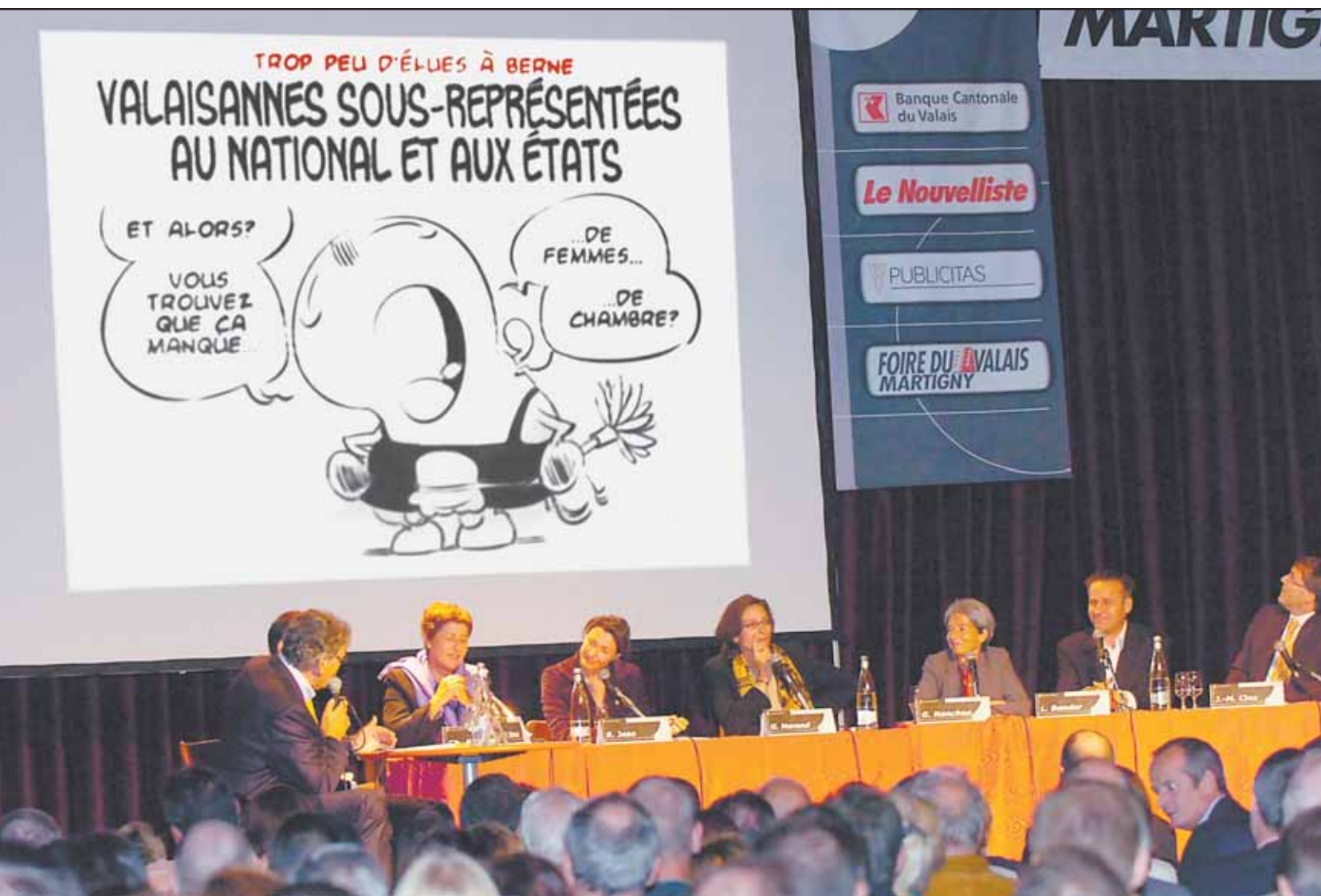
La balle aux entreprises

Doris Leuthard n'en fait pas mystère, pour bâtir une égalité homme-femme digne de ce nom, l'Etat ne saurait agir seul: «Les réformes déjà amorcées ou en cours ne suffiront pas. C'est aussi et d'abord aux entreprises de bouger. En mettant au point des horaires de travail favorables à la famille et à l'éducation des enfants, en offrant des possibilités de promotion et de formation continue auxquelles les femmes pourraient participer. Tout le monde serait gagnant. Les familles. Mais aussi les firmes: plus elles sont souples, face au télétravail par exemple, plus leurs collaborateurs sont motivés. Les experts de l'OCDE estiment qu'en optimisant le recours au potentiel féminin, le PIB y gagnerait une croissance cumulée 15 à 20% en 2050!»

En Suisse, les grandes entreprises posent en général un regard favorable sur ce potentiel. Ainsi, certaines grandes banques ont taillé des outils permettant à une femme qui a quitté le monde professionnel pendant plusieurs années de «resauter» dans le bon wagon. Les PME, en revanche, sont dans l'ensemble plus réticentes. Doris Leuthard: «C'est à leur intention que nous allons publier sous peu un guide leur montrant comment élaborer une politique interne favorable à la famille.» Plus avant, aux yeux de la conseillère fédérale, «la pression sur le marché du travail devient plus forte en raison de l'évolution démographique. En 2010, il manquera près de 25 000 personnes sur le marché du travail. Nous pouvons infléchir cette évolution en augmentant le taux d'activité des femmes.» BOS

mes, tous gagnants»

bénéficieraient fortement d'une participation féminine accrue. Encore faut-il aménager le cadre adéquat...



Les intervenants invités au débat (de gauche à droite): Chantal Balet, membre de la direction d'économiesuisse, Romaine Jean, journaliste à la TSR, Geneviève Morand, CEO Résonances, Gabrielle Nanchen, ancienne conseillère nationale, Léonard Bender, avocat et vice-président du PRD et Jean-Michel Cina, conseiller d'Etat valaisan. BITTEL



Le débat sur la place de la femme dans l'économie a battu tous les records d'affluence à la salle Bonne-de-Bourbon. Mais un parterre majoritairement... masculin! BITTEL



Léonard Bender semble plus amusé par les dessins de Reinette projetés sur l'écran géant que son voisin Jean-Michel Cina... BITTEL

Deux conseillères d'Etat en 2009!

PASCAL GUÉX

Y a-t-il une future conseillère d'Etat dans la salle? Le débat sur la place de la femme dans la politique et l'économie ne pouvait décemment éluder le particularisme valaisan. Qui veut que notre canton soit le dernier à n'avoir jamais élu de représentante de la gent féminine au gouvernement. Et si cette table ronde – qui a battu tous les records d'affluence à la salle Bonne-de-Bourbon – n'a pas permis d'apporter de solution miracle à la sous-représentation féminine dans les diverses

instances dirigeantes, elle a en tout cas servi à lancer la campagne électorale au Conseil d'Etat de... 2009.

C'est tout d'abord Marie-Françoise Perruchoud-Massy qui a confirmé sur écran géant qu'elle brigait bel et bien une place au gouvernement.

Chantal Balet se tâte... C'est ensuite Chantal Balet qui est revenue sur sa décision «irrévocable» de tourner le dos à la politique. «J'ai le virus. Et quand on dit qu'il faut une femme au Conseil d'Etat valaisan, cela me

fait réfléchir.» Une femme au Conseil d'Etat en 2009? Léonard Bender, lui, en voit carrément deux! Il en a même pris le pari. Sans pour autant oser avancer que son Parti radical allait jouer à fond la carte féminine. «Le PRD veut bien assurer l'égalité des chances, mais il ne peut garantir l'égalité des résultats!»

Dans une salle majoritairement... masculine, chacun s'est accordé à reconnaître que la gent féminine est largement sous-représentée dans notre pays, en politique comme en

économie. Faut-il dès lors introduire des quotas? Journaliste à la TV romande, Romaine Jean y croit. «Prenons exemple sur la Norvège qui a introduit ce système de quotas même au sein de ses conseils d'administration. Et cela marche...»

Même discours chez l'ancienne conseillère nationale Gabrielle Nanchen qui voit dans l'exemple français une source d'inspiration. «Nos voisins ont introduit les quotas au niveau municipal. Les élus font très bien leur travail et tout le monde est content.»

Fondatrice de Résonances, Geneviève Morand est plutôt partisane d'un engagement plus franc de la femme, hors d'une intervention étatique. «Créons des cellules d'entraide qui ont fait leurs preuves au Canada et tissent des réseaux. Si les femmes ne s'aident pas entre elles, on n'y arrivera pas.»

Chef du Département de l'économie, Jean-Michel Cina pense, lui, que les femmes y arriveront «pas à pas». Et notamment grâce aux infrastructures que l'Etat est en train de mettre en place. «Depuis 2003, le Valais

a par exemple fait passer la capacité de ses crèches de 1500 à 6000 places.»

Reste encore à passer du stade des bonnes intentions à la concrétisation. Et cela, c'est une autre histoire. A l'heure de faire la synthèse de ce débat organisé conjointement par la Banque Cantonale du Valais, Publicitas, la Foire du Valais et «Le Nouvelliste», le président de la direction générale de la BCV, Jean-Daniel Papilloud, a ainsi reconnu qu'il est «plus facile de proclamer l'égalité que de l'appliquer».



Les organisateurs de la journée. De gauche à droite, Jean-Daniel Papilloud (BCVs), Jean-Yves Bonvin («Le Nouvelliste»), Bernard Monnet (Foire du Valais) et Eric Meizoz (Publicitas). BITTEL



Fernande Melly, secrétaire du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terrettaz, députée, Marcel Mangisch, ancien président du Grand Conseil, et Patricia Casays, députée. BITTEL

Doris Leuthard suscite le chaud et le froid!

FOIRE DU VALAIS ► Le discours de la conseillère fédérale a rassuré ou a déçu, c'est selon. Personne n'est cependant resté de marbre.

CHARLES MÉROZ

Certains ont applaudi, d'autres ont affiché leur scepticisme. L'objet du «litige»? Le contenu du message délivré hier par la conseillère fédérale Doris Leuthard à propos de la place de la femme dans l'économie et la politique. Et c'est à l'heure du cocktail dînatoire que les langues se sont, un tantinet, déliées.

Du côté des «pour», recrutés en majorité dans la classe politique et institutionnelle, l'avis de la députée Marcelle Monnet-Terrettaz, très pragmatique: «*Elle a asséné quelques vérités. En politique comme en économie, les hommes doivent accorder un peu de place aux femmes, c'est aussi simple que cela.*» Nicole Langenegger Roux, du Secrétariat à l'égalité et à la famille: «*Son argumentation est bien ficelée. Elle a su mettre en avant les difficultés à concilier vie professionnelle et vie privée.*»

Dans le camp des «plutôt contre», Gabriel Zufferey, ingénieur de profession, a l'avis assurément tranché: «*Elle dénonce un état de fait, mais ne propose aucune solution.*» Marie Ançay, étudiante à Sion: «*De belles promesses, mais on ne voit toujours rien venir.*»

D'autres, enfin, ont apprécié la participation des femmes à la journée. Dans une certaine mesure néanmoins. «*Si elles avaient été moins nombreuses, il y aurait eu plus de place à l'apéritif!*» Et c'est signé Willy Giroud, député au Grand Conseil.



Sitôt terminée la partie officielle, les nombreux invités se sont réunis devant la salle Bonne-de-Bourbon pour l'apéritif. Au 1er plan, Pierre-Yves Debons, chef marketing au «Nouveliste», et Fabian Claivaz, directeur de l'Office du tourisme de Martigny. BITTEL



Marie Ançay, Tania Canto-Barbosa et Louise-Anne Dufour, de l'école Ardévaz, de Sion. BITTEL



Sylvie Zumofen et Nicole Langenegger Roux, du Secrétariat à l'égalité et à la famille. BITTEL



Willy Giroud, député, et Moreno Centelleghé, ancien député. BITTEL

Leuthard mit wehenden Fahnen

Die Frauen standen am Wirtschaftsforum der Foire du Valais im Rampenlicht

Martinach. – Dass der Vorstand der Foire du Valais seit 47 Jahren nur von Männern besetzt war, gab die Messeleitung erst am Schluss des Podiums am Tag der Wirtschaft zum Thema «Der Platz der Frau in der Wirtschaft und Politik» zu. Bundesrätin Doris Leuthard bezeichnete das Walliser Publikum, das sie seit ihrer Amtsübernahme bereits zum dritten Mal besucht, dennoch als aufmerksames und dankbares Publikum.

Nach dem Votum der Bundesrätin Doris Leuthard analysierten vier Frauen und vier Männer die Lage der Nation im Zusammenhang mit der Machtverteilung zwischen den Geschlechtern. Die Chefredaktoren des «Nouvelliste» und des Fernsehkanals «Canal 9», Jean Bonnard und Yves Balmer, belebten die Diskussion mit Chantal Balet, der einzigen Frau im 70-köpfigen grossen Vorstand von *economiesuisse*, der Lobby der Arbeitgeber, Romaine Jean, Fernsehmoderatorin und Filmproduzentin, Geneviève Morand, Leiterin des 20'000 Personen umfassenden Netzwerks *Rezonance* in der Westschweiz und alt Nationalrätin Gabrielle Nanchen sowie dem Vizepräsidenten der freisinnig-demokratischen Partei der Schweiz, Léonard Bender und Staatsrat und Volkswirtschaftsminister Jean-Michel Cina.

Keine Almosen

Almosen definiert der Duden

als «kleine Gabe, geringes Entgelt». Das sei nicht das, was sie von der Wirtschaft für die Frauen einfordere, betonte Bundesrätin Doris Leuthard einleitend zu ihren Ausführungen am Forum in Martinach. Sie stellte vielmehr klar, dass die Schweizer Volkswirtschaft, die sich seit 2000 auf Expansionskurs befindet und gegenwärtig einen Exportüberschuss von 6,7 Milliarden Franken erwirtschaftet, durchaus in neue Formen der Arbeitsorganisation investieren könne. Ja, sie müsse es geradezu im eigenen Interesse und in jenem der Frauen tun, denn die Überalterung der Gesellschaft werde in naher Zukunft – sie nannte die Prognosen der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit OECD – den bereits heute grossen Beitrag der Frauen in der Wirtschaft als überlebenswichtiges Potenzial nutzen müssen. Ansonsten würden bereits im Jahr 2010 gut 25'000 qualifizierte Arbeitskräfte auf dem Schweizer Markt fehlen. Bundesrätin Doris Leuthard wies auf das reale Potenzial der Frauen hin, würden doch bereits heute in manchen Hochschulen und Fachhochschulen, die endlich die «Frauenberufe» im Gesundheitswesen, in der Kunst und Sozialarbeit aufwerten würden, mehr diplomierte Frauen als Männer ausgebildet.

In einer Langzeitprognose sieht Leuthard volkswirtschaftlich gar eine 15- bis 20-prozentige Steigerung der Produktivität und Wettbewerbsfähigkeit der westlichen Wirtschaft via Integration der Frauen in die Wirt-



Bundesrätin Leuthard sieht langfristig ein Steigerungspotenzial von bis zu 20 Prozent für die schweizerische Produktivität. Foto wb

schaftsstrukturen – Chefetagen inbegriffen!

Die Bundesrätin war sich nicht zu schade, Werbung für die Annahme der Familienzulagenvorlage zu machen, die am 26. November vor den Souverän kommt.

Diese gehöre zu den Massnah-

men im Bereich der Förderung der Infrastrukturen und Rahmenbedingungen, die es für eine sinnvolle Integration der Frauen in die Wirtschaft brauche.

Kein Eva-Prinzip

Medial weit verbreitete neue

Tendenzen zu einer Rückkehr der Frau an den Herd verwiesen Freuen strikte ins Reich der Fantasien und Marktstrategien einiger Bestseller-Autorinnen in den Vereinigten Staaten und Deutschland.

Sie gaben höchstens zu, dass die Doppelbelastung bei einer immer noch fälschlicherweise exklusiv den Müttern vorbehaltenen Kindererziehung und Familienbetreuung ein harter Job ist, gegen den man durchaus rebellieren kann.

Die ganze Diskussion verlief aber nicht entlang einer Infragestellung der Männerpositionen und Vollzeitjobs. Es wurde seitens der männlichen Politiker, Léonard Bender und Jean-Michel Cina, eher darauf verwiesen, dass die Rolle der Parteien immer noch wichtig ist. Insofern erlaubte sich Léonard Bender, Präsident der Unterwalliser Radikalen, gar ein Wettspiel. Er prognostizierte den Einzug von zwei Frauen in die Walliser Regierung bei den nächsten Wahlen um den Ruf der letzten Männerfestung in den kantonalen Behörden Lüge zu strafen.

Die in einem bei diesem Anlass vorgeführten Film von Canal 9 bestätigte Kandidatur von Marie-Françoise Perruchoud Masy bei der CVP und die am Podium von Chantal Balet Emery als bedenkenswert bezeichnete Kandidatur der Liberalen und Radikalen sorgten für eine klare Alternative in den aktuell männerdominierten Diskussionen über die politische Machtvergabe. **and**

Sisyphusarbeit

Der liebe Sisyphus begründete im alten Griechenland eine Legende, die gar manchem verzweifelten Menschen Trost spendete. Doch vergass der Mann etwas. Hätte er nämlich den Mut und die Einsicht gehabt, seine Frau zu Hilfe zu rufen, um das instabile Gleichgewicht des Steins, den er immer wieder erfolglos auf den Gipfel stemmte, mit einem kleinen Stein, einem Holzstück oder mit der Muskelkraft seiner Lebenspartnerin auf der gegenüberliegenden Seite zu stützen, so wäre sein Tagwerk nicht sinnlos geblieben.

Heute würde man die Unterstützung von Sisyphus' Frau als wirtschaftlichen Mehrwert taxieren. Jedenfalls bezog sich der Generaldirektor der Walliser Kantonalbank in seinem Votum am gestrigen Wirtschaftsforum der Foire du Valais auf diesen Begriff, um den wirtschaftlichen Beitrag der Frauen in unserer Gesellschaft zu qualifizieren.

Er nannte im gleichen Atemzug eine andere betriebswirtschaftliche Norm, jene der Heterogenität verschiedener Lösungsansätze, die eine Einmannfirma und jede andere Unternehmung weiterbringen kann.

Den Bezug zwischen dem griechischen Mythos und dem modernen Marketing stellen wir hier eigenhändig her. Schliesslich sollte auch ein Redaktor etwas Mehrwert für eine Nachricht produzieren.

Wie dem auch sei, das

Forum der Wirtschaft an der Foire du Valais kam einmal mehr nicht ohne die Politik aus. Bundesrätin Doris Leuthard erinnerte den seit 47 Jahren ausschliesslich aus Männern zusammengesetzten Messevorstand daran, dass eine der Wurzeln der ungleichen Vertretung der Frauen in der Politik und in den Verwaltungsräten in der ungenügenden Entlohnung der Arbeit der Frauen besteht.

Sie liess es an der Tagung, die dem Platz der Frau in der Wirtschaft gewidmet war, offen, ob sie es war, die schliesslich den Bundesrat zu seinem jüngsten Engagement für die flächendeckende Harmonisierung und Erhöhung der Familienzulagen in der Schweiz bewog, die von der SVP bekämpft und am 26. November zur Volksabstimmung gebracht wird.

Nicht mehr so verschlossen und abwehrend wie auch schon zeigte sich am gleichen Anlass die liberale Chantal Balet-Emery in Bezug auf eine Walliser Staatsratskandidatur ihrerseits.

Der Präsident der Unterwalliser Radikalen, Léonard Bender, gab sich diesbezüglich optimistisch und wollte gar eine Wette eingehen, dass in der nächsten Walliser Regierung mindestens zwei Frauen vertreten sein werden. CVP-Frau Anne-Françoise Perruchoud-Massy inbegriffen. Das scheint nur möglich, wenn die politischen «Sisyphusse» von heute nicht mehr alles allein machen können und wollen.

Stéphane Anderegg

«Wir haben den Staatsrat frühzeitig vor dem Schlamassel gewarnt»

ZMLB-Vertreter weisen einseitige Schuldzuweisungen der Politik in der Vorsorgekassen-Problematik zurück

S i t t e n. – Was immer nächste Woche im Grossen Rat betreffend die Sanierung der staatlichen Vorsorge- und Ruhegehaltskassen passiert: Die Vertreter der Berufsverbände sind enttäuscht und kritisieren, dass sie als Direktbetroffene in die Lösungssuche nicht mit einbezogen wurden. Mit der Opferrolle wollen sie sich nicht zufriedengeben.

«Wir hatten schlicht und einfach nichts zu melden», sagt Peter Eyer, Präsident der Oberwalliser Lehrerorganisation OLLO und einziges aktuelles Oberwalliser Mitglied im Direktionskomitee des ZMLB (Zentralverband der Magistraten, Lehrerschaft und Beamten des Kantons Wallis).

Unerwünschte Sozialpartner

«Man hat uns zwar angehört, aber gleichzeitig wurde uns von der politischen Seite unmissverständlich klargemacht, dass wir inhaltlich nichts zur Sanierung unserer Vorsorge- und Ruhegehaltskassen beizutragen hätten», so Eyer weiter. Die Repräsentanten der beiden öffentlichen Pensionskassen des Staates angeschlossenen rund 11 500 Mitglieder empfinden das gegenüber einem Sozialpartner als fragwürdiges demokratisches Verständnis.

«Wir wollen nicht die Rolle der schweigenden Opfer übernehmen», schreibt der Vorstand des VMBA (Verband der

Magistraten, Beamten und Angestellten des Staates Wallis) besorgt an seine Mitglieder. «Unser Arbeitgeber, der Staatsrat, respektiert die gegenseitige Partnerschaft nicht mehr, wenn er geltend macht, das er durch Verhandlungen (...) nicht in die Zange genommen werden will.»

«Gewillt zu kämpfen»

Und weiter: «Wir sind gewillt zu kämpfen und das Erreichte zu verteidigen.» Man lasse sich nicht einfach so soziale Rahmenbedingungen auferlegen, welche die Mitglieder schlechterstelle. Denn die Schuld an der Entwicklung sei nicht im Desinteresse der Mitglieder oder an den Machenschaften des langjährigen Zentralsekretärs Ignace Rey auszumachen, dessen unlautere Geschäfte manchem gelegen kämen, um einen Schuldigen präsentieren zu können. Reys Geschäfte hätten nur zu einem ganz minimalen Teil zur jetzigen Schräglage der Kassen beigetragen, sagt Peter Eyer, ohne den ehemaligen starken Mann des ZMLB in Schutz nehmen zu wollen.

Ungleiche Opfersymmetrie

Die Obergrenze und damit die letztliche Verantwortung sei nämlich stets beim Staatsrat gewesen und dieser hätte genügend Zeit gehabt, entsprechend zu reagieren, «denn er ist schon vor vielen Jahren auf die ungleiche Entwicklung aufmerksam gemacht worden». Unternommen worden sei aber nichts.

Deshalb gehe es jetzt auch nicht an, dass die Versicherten in einer ungleichen Opfersymmetrie die Suppe alleine auslöffeln müssten. Eyer verweist hier auch auf die Untersuchungsergebnisse der PUK, welche die Verantwortung in diesem Dossier klar den politischen Behörden zuhält.

Jahrelang keine Reaktionen auf bekannte Missstände

«Die prekäre Schieflage der Ruhegehalts- und Vorsorgekasse des Lehrpersonals und der Vorsorgekasse für das Personal des Staates Wallis ist seit 1998 bekannt», sagt OLLO-Sekretär und Grossratssuppleant Rolf Eggel. Passiert sei trotzdem jahrelang nichts. «Und jetzt will man plötzlich mit einer überhasteten Botschaft möglichst rasch das Problem vom Tisch haben.» Alle seien über die massive Unterdeckung der Kassen orientiert gewesen, sagt Eggel. Die Signale auf dem Weg dorthin seien von den Delegierten sogar schon viel früher erkannt worden. Bereits 1980 verlangten sie deshalb eine Erhöhung der Versicherungsbeiträge von 18 auf 20 Prozent. «Das wurde sogar in den Verbandsstatuten so festgelegt», sagt Peter Eyer. Der Kanton habe aber nicht mitgezogen. Der Staatsrat habe es unter Hinweis auf die Staatsgarantie nicht als notwendig erachtet und wollte das so als Arbeitgeber gesparte Geld lieber anders einsetzen. Die Regierung sei schliesslich

15 Jahre später bereit gewesen, die Beiträge (1995 und 1996) um je ein Prozent anzuheben. Erst da habe sie eingesehen, dass es so nicht mehr weitergehen könne. Prompt sei dann jedoch den Angestellten und Beamten vorgeworfen worden, sie würden zu tiefe Beiträge zahlen und zu hohe Leistungen beziehen.

Sparen und verzichten

Die ganze Pensionskassen-Problematik sei in der Folge als Instrument für die staatliche Personalpolitik gebraucht worden. «Sie haben sparen wollen und wir haben verzichten sollen. Echte Verhandlungen hat man uns verweigert», so Eyer. Und auf den Vorschlag, die Beiträge anzupassen, habe man mit dem kostenneutralen Angebot eines tieferen Pensionsalters reagiert. Bis jetzt sei das Pensionsalter 58/60 unter annehmbaren Bedingungen möglich gewesen. Nach den neuen Vorschlägen sei dies mit 60/62 nicht mehr möglich, weil die Übergangsraten zusammengestrichen worden seien.

«So gewinnt der Staat»

«Die Kassen sollen einseitig auf unserem Buckel saniert werden», schliesst Eyer aus den Beschlüssen der vorbereitenden Kommission. Der Kanton rühme sich, 605 Millionen Franken einzuschliessen und verkaufe dies im Grundtenor quasi als Zeichen des guten Willens gegenüber den Versicherten. Dabei sei es gar nicht

notwendig, das finanzielle Gleichgewicht so kurzfristig wieder herzustellen. Der Staat komme gemäss Konzept der Kommission Ursprung (Deckungsgrad von 80 Prozent bis zum 31. Dezember 2009, danach progressiver Übergang zu einem Deckungsgrad von 100 Prozent bis 2025 unter vielen den Versicherten auferlegten Opfern) durch die massive Reduzierung der Beiträge (der Arbeitgeber will diese um 1,5 Prozent herabsetzen) zu einem Nettogewinn von 100 Millionen Franken.

170 statt 605 Mio. als Gegenvorschlag

Laut den von den Kassen konsultierten Experten wäre ein Deckungsgrad von 60 Prozent als kurzfristiges Ziel mit einem Beitrag von zirka 170 Millionen Franken zu erreichen. Das Deckungsziel der beiden fusionierten Kassen wäre (ausreichende) 80 Prozent bis ins Jahr 2025.

Die Verbände wehren sich auch gegen die mittelfristig geplante Aufgabe der Staatsgarantie, sobald die beiden Kassen miteinander fusioniert haben.

Wichtiger ist ihnen noch, dass das bisherige System des Leistungsprimates (gesicherte Rente) beibehalten wird. Dies erlaube im Gegensatz zum Beitragsprimat (abhängig von den Einzahlungen) eine solidarische Verteilung der Risiken, wirft der ZMLB ein.

«Schwer enttäuscht»
«So wie die ganze Sache jetzt

aufgegleist ist», sagt Eyer, «können wir unter dem Strich nur eines festhalten: Wir sind von unserem Sozialpartner, dem Staatsrat, schwer enttäuscht.»

Die Walliser Staatsangestellten würden nämlich gute Arbeit leisten, wird festgehalten. «Im Vergleich mit anderen Kantonen ist unser Beamtenapparat klein gehalten und die Lehrerschaft hat mit den Resultaten in der PISA-Studie bewiesen, dass sie zu den Besten im Land gehört.» tr

Sich wehren gegen die Opferrolle

Sollte das Parlament nächste Woche den Vorschlägen der Kommission Ursprung folgen, wird dieses Verdikt nicht stillschweigend hingenommen. Bereits am 18. Oktober wird an einer ausserordentlichen Delegiertenversammlung des ZMLB über das weitere Vorgehen beraten.

Möglich sind nach Vorabklärungen durch einen anerkannten Experten die vier folgenden juristischen/politischen Schritte:

1. staatsrechtliche Beschwerde beim Bundesgericht
2. Verantwortlichkeitsklage, um die Verantwortung des Staates geltend zu machen
3. Referendum
4. Verwaltungsbeschwerde an das Kantons- und Bundesgericht im Namen aller benachteiligten ZMLB-Mitglieder tr

CAISSE DE PENSION

Ignace Rey attaque, la justice réplique

Comme par hasard, un jour avec le début de la session parlementaire qui a voté l'assainissement des caisses de pension étatiques, Stéphane Riand, l'avocat d'Ignace Rey, ancien secrétaire général de la FMEF, a envoyé un communiqué de presse annonçant le dépôt en date du 5 octobre 2006 *«d'une plainte pour déni de justice auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, ne voulant pas admettre des lenteurs procédurales excessives puisque l'affaire a débuté il y a plus de 42 mois»*, note l'avocat. Pour Ignace Rey, *«la politique et l'injustice paraissent prendre le pas sur la loi»*. Joint au téléphone, le juge d'instruction can-

tonal Jo Pitteloud n'admet pas ces critiques de lenteur. *«Il faut savoir que dans ce dossier qui compte plus de 4000 documents il y a déjà eu six demandes de récusations, neuf recours au Tribunal cantonal et cinq au Tribunal fédéral. La procédure suit donc son cours tout à fait normalement. Je signale juste que dans une affaire comme la Banque Cantonale de Genève, même si elle est d'une autre envergure, il y a six ans de procédure avec quatre juges sur le dossier.»* Dans l'affaire «Rey» on n'en sera pas là puisque la décision du juge devrait tomber dans les semaines à venir avec une plus que probable inculpation. VF

Ignace Rey reicht Beschwerde ein

*Früherer Pensionskassenverwalter wirft
Justiz zu schleppendes Verfahren vor*

S i t t e n. – (wb) Ignace Rey hat beim Kantonsgericht eine Beschwerde wegen Rechtsverweigerung eingereicht. Der ehemalige Verwalter der Ruhegehaltskasse des Walliser Lehrpersonals will nicht länger der Sündenbock sein.

Während Rey selber immer wieder mit juristischen Tricks versuchte auf Zeit zu spielen, kritisiert er nun die Justiz für das schleppende Verfahren. Ignace Rey hat zumindest die Ruhegehaltskasse des Walliser Lehrpersonals durch riskante Spekulationen um mehr als 100 Mio. Franken geschädigt. Das alleine ist nicht strafbar, denn schlechte Renditen erlitten in den gleichen Jahren auch viele andere Pensionskassen.

Rey ist hingegen auch angeklagt wegen ungetreuer Geschäftsführung und da geht es ebenfalls um mehrere Millionen Franken. Gestern nun liess Rey über seinen Anwalt

ausrichten, dass er am 5. Oktober 2006 beim Kantonsgericht Klage wegen Rechtsverweigerung einreichte.

Rey sieht sich als Opfer. Der Staatsrat habe im April 2003 einen Schuldigen gebraucht, als er endlich erkannt habe, dass die Pensionskassen in grossen Schwierigkeiten seien. Der Staat habe seine Aufgaben nicht erfüllt und müsse das jetzt tun: «Aber dazu braucht man einen Schuldigen, um gegenüber dem Stimmvolk die schmerzhaften und teuren Pille zu <verkaufen>.»

Er habe 2004 und 2005 den Untersuchungsbehörden alle Erklärungen und Auskünfte gegeben. Trotzdem herrsche im Fall Stillstand. Laut Reys Anwalt scheinen die Politik und die Ungerechtigkeit über dem Gesetz zu stehen. Rey werde immer wieder als Sündenbock dargestellt, derweil sich der ZMLB und die Walliser Regierung seit Monaten gegenseitig über die Medien bekämpfen würden.

«Le RSV fait fuir les patients!»

GRAND CONSEIL ▶ Dès aujourd'hui, le Grand Conseil va débattre pour ancrer dans une loi le Réseau Santé Valais. Membre de l'initiative «Soins pour tous», le député PDC Gabriel Luisier confirme que le peuple valaisan aura le dernier mot.

VINCENT FRAGNIÈRE

Dès aujourd'hui, le Grand Conseil débute l'une des sessions les plus importantes de la législature avec le passage en deuxième – et dernière – lecture de deux dossiers «chauds»: l'assainissement des caisses de pension et la transformation du décret sur le Réseau Santé Valais en loi cantonale. Député d.c. de l'Entremont, Gabriel Luisier confirme que cette loi ne va pas empêcher le peuple de voter sur l'«Initiative soins pour tous» qui demande la fermeture et la transformation de deux hôpitaux de soins aigus du RSV, Sierre et Viège. «En aucun cas, nous ne retirerons cette initiative. Le peuple aura le dernier mot.» En attendant, parole à «l'Ours de Verbier»...

Gabriel Luisier, la deuxième commission estime comme vous qu'il y a à terme trop d'établissements de soins aigus en Valais, mais affirme qu'il ne faut rien faire pour l'instant. (voir ci-contre) Qu'en pensez-vous?

D'une certaine manière, c'est la première fois que l'on donne raison à la réflexion de fond de «Soins pour tous». En tout cas, les membres de l'initiative sont satisfaits du rapport. Par contre, en ne donnant pas de date et en ne citant aucun établissement, la commission manque singulièrement de courage politique.

Son président Pascal Bridy évoque le manque actuel de solution de remplacement pour fermer immédiatement un établissement...

Ce n'est pas vrai. Comme Gravelone, on peut le transformer en EMS ou alors accueillir des disciplines en devenir comme la gériatrie ou d'autres comme la psychiatrie, un domaine où le Valais est sous-doté. Nous ne prétendons pas que ces transformations n'auront pas un coût, mais celui-ci sera dans tous les cas moins important que la construction d'un nouvel hôpital.

Vous voulez parler de Rennaz dans le Chablais?

Oui. Aujourd'hui, on cherche à construire un nouvel hôpital alors que l'on devra en démanteler d'autres existants. C'est un choix politique. Si l'on construit Rennaz, à terme, il faudra fermer Sierre, Viège et Martigny. Contrairement à ce que croit Pascal Bridy, dans quinze ans, il n'y aura plus que trois grands hôpitaux en Valais: un dans le Haut, un autre à Sion et un troisième à définir entre Sierre, Martigny et Rennaz...

La deuxième commission propose d'inscrire dans la loi un zone hospitalière du Chablais avec l'obligation d'avoir au moins un établissement de soins aigus. Est-ce un chèque en blanc



Gabriel Luisier est catégorique: «Aujourd'hui 45% des lits du RSV ne sont pas utilisés et les autres sont occupés à 75%» BITTEL

pour Rennaz?

Ce n'est peut-être pas un chèque en blanc, car le Grand Conseil devra débattre des crédits pour Rennaz. Mais en tout cas, c'est un signe important. Par prudence, la loi doit inscrire le principe de zone hospitalière moins précisément. En tout cas, le débat risque d'être animé. Beaucoup n'ont pas apprécié l'attitude des élus du Chablais qui ont demandé l'inscription de cette zone.

De votre côté, vous demandez au peuple, à travers votre initiative, l'autorisation de transformer les hôpitaux de Sierre et Viège. Comme par hasard, les initiateurs sont majoritairement de Brigue ou de Martigny. Pourquoi ne pas se prononcer sur le principe de fermeture et laisser au gouvernement prendre ses responsabilités?

Parce qu'on n'évitera pas un jour ce choix régionaliste. Si j'ai opté pour conserver celui de Martigny au détriment de Sierre, ce n'est pas bêtement

parce que j'habite Bagnes. Aujourd'hui, notre région est celle qui verse le plus d'impôts au canton, sans avoir ni administration forte, ni lieu d'études étatiques, ni un nombre élevé de fonctionnaires. Cette répartition des établissements sanitaires pourrait rétablir cet équilibre. Mais le plus important reste la diminution des coûts du RSV. Contrairement à ce qu'affirment ses dirigeants, ceux-ci ont été simplement transférés dans d'autres secteurs de la santé si l'on en croit le rapport sur la qualité des soins dévoilé par Thomas Burgener.

Expliquez-vous...

Ce rapport démontre très clairement que la diminution du nombre d'hospitalisations s'explique par un transfert vers la clinique de Valère, les CMS et les EMS ainsi que vers l'hôpital du Chablais. Il ne faut donc pas parler d'une maîtrise des coûts hospitaliers, mais bien d'un transfert de ceux-ci vers d'autres acteurs de la santé.



BITTEL

«Dans dix ans, il faudra choisir entre Sierre, Martigny et Rennaz»



BITTEL

«On veut construire un hôpital à Rennaz tout en en démantelant d'autres!»

C'est simple, le RSV fait fuir les patients. Aujourd'hui, ceux qui ont le choix ne vont pas au RSV. C'est grave!

Peu de monde dresse publiquement un bilan aussi dur du RSV.

Pour moi le RSV est aussi bien un échec sur le plan financier que pour la qualité de la prise en charge. Il faut arrêter de faire des semi-hôpitaux partout et avoir enfin le courage politique de mettre entre les mains des professionnels des infrastructures optimales. Ça passe obligatoirement par un regroupement des disciplines sur moins de sites. Aujourd'hui, 45% des lits du RSV ne sont pas utilisés et les autres sont occupés à 75%.

Ça passe peut-être aussi par des suppressions d'emplois.

Effectivement. Mais il y a d'autres secteurs d'activité dans ce canton qui ont aussi dû passer par là. Plus on restructure rapidement, moins on fera de dégâts.

«À TERME, IL FAUDRA FERMER ET TRANSFORMER!»

Pascal Bridy, président de la 2e commission qui a analysé la loi sur la santé, le député d.c., confirme qu'à terme la fermeture et la



transformation d'un établissement de soins aigus est inévitable. «Nous parlons d'un délai de dix à quinze ans. Fermer un établissement aujourd'hui comme le demande l'initiative Soins pour tous mettrait le feu à la République pour plusieurs raisons. Actuellement, il n'y a aucune discipline médicale qui ne soit pas de soins aigus capable de remplir ce type d'établissement. Ensuite, même si 40% des lits de l'actuel RSV sont inoccupés, leur coût n'est pas trop important, puisque les frais immobiliers sont pris en charge par l'Etat. Enfin, politiquement, l'annonce de la fermeture immédiate ou presque de Viège, Sierre ou Martigny ne passerait jamais la rampe aujourd'hui.»

Dans le texte de loi proposé au Grand Conseil, on retrouve aussi, contrairement à la première lecture, la notion de trois zones hospitalières définies: le Haut-Valais, le Valais central et le Chablais avec la notion d'«au moins un» établissement de soins aigus dans chacune d'elles. «Les députés haut-valaisans et chablaisiens qui siègent dans notre commission voulaient à tout prix avoir la garantie d'un hôpital de soins aigus dans leur région, d'où cette proposition d'article trois très précise. Elle devrait susciter plusieurs interventions en plénum...» Tout comme la volonté de faire accepter les comptes du RSV par le Conseil d'Etat, la possibilité pour les employés du RSV, sauf les cadres supérieurs, d'être éligibles, ce qui n'est plus le cas actuellement, ou encore l'obligation pour le Conseil d'Etat de soumettre la fermeture d'un établissement au Parlement. «Il y aura un débat animé autour du projet de loi et c'est tant mieux. Je pense toutefois que celui-ci devrait passer la rampe. Les opposants de la première heure ont vu leurs rangs passablement se dégarnir ces derniers mois.» VF

Wird das Spital Brig jetzt zum billigen Geschenk?

Neues Walliser Spitalgesetz

Die Gemeinden der Spitalregion Goms und Brig-Aletsch sind in der grossen Mehrheit mit dem Spitalkonzept 2004 und dem Gesundheitsnetz Wallis (GNW) unzufrieden. Die Versorgungsqualität hat sich seit

 Veröffentlichte Beiträge dieser Rubrik müssen nicht mit der Meinung der Redaktion übereinstimmen
Briefe an den WB

dem GNW (2004) verschlechtert. Der Staatsrat hält sich auch nicht an gemachte Versprechungen. Und die Krankenkassenprämien steigen im Wallis munter weiter. Das GNW als rechtlich selbständige öffentliche Anstalt ist ein verstecktes Staatsvehikel des Kantons und setzt die Spitalpolitik nach der Methode der kurzen Fristen (Hauruck-mässig) um. Änderungen am Spitalkonzept 2004 sind an der Tagesordnung. Die Abgeltung der bisherigen Eigentümer (Gemeindeverbände/religiöse Institutionen) ist völlig unbefriedigend bzw. nicht gelöst. Für das Spital in Brig liegt heute noch keine Lösung

vor. Für die Infrastruktur des Spitals von Brig will der Staat Wallis sage und schreibe schlappe 243738 Franken vergüten. Terrain- und Gebäudepreis des Spitals wird zurzeit verhandelt. Vorsorglich liess das GNW am 25.3.2004 im Grundbuch ein Veräusserungsverbot eintragen. So läuft es im Wallis eben. Eigentum hin oder her. Jetzt noch Geschenke an Kanton und GNW? Ganz einfach unerträglich. Der Staatsrat hat seine Hausaufgaben nicht gemacht. Die Verordnungen zum neuen Spitalgesetz liegen bis heute dem Grossrat nicht vor. Namens der IG «Pflege für alle» sind wir gegen das Spitalgesetz. 1991 übernahm der Kanton den Schuldenstand aller Spitäler im Wallis mit 334,6 Mio. Franken. Das Spital Brig stand mit 17,4 Mio. Franken am besten da. Wir fordern: Statt billiges Abfindungskapital: Arbeitsplätze und ein intaktes Akutspital!

Schmid Jean-Marie
Grossrat, Brig-Glis

Ursprung gagnera-t-il face à JRF?

CAISSES DE PENSION ► Le «gouverneur» Jean-René Fournier défend cinq ans de mesures transitoires dans l'assainissement des caisses de pension. Louis Ursprung, chef de la 2^e commission, prône trois ans. La lutte risque d'être serrée jeudi après-midi...

VINCENT FRAGNIÈRE

A la Foire du Valais, ou dans la salle des pas perdus du Parlement, la dernière boutade concernant l'assainissement des caisses de pension ne passe pas inaperçue: «*Qui va baisser sa culotte face au gouverneur et accorder aux fonctionnaires des mesures transitoires sur cinq ans au lieu de trois ans comme proposées par la commission?*» Les «noirs» du Haut, une partie des radicaux et des libéraux ne le feront pas. L'Alliance de gauche, les «jaunes», le PDC du Centre ont déjà annoncé, hier lors de l'entrée en matière au Grand Conseil, leur soutien à la proposition de Jean-René Fournier «*non pas pour faire un cadeau aux fonctionnaires, mais pour tendre une main dans leur direction et conserver ainsi la paix sociale*», a argumenté Gilbert Lorétan pour les «jaunes».

422 ou 814 fonctionnaires concernés selon la décision

Cinq ans ou trois ans de mesures transitoires, 39 ou 26 millions de coût pour l'Etat et 422 ou 814 fonctionnaires concernés en fonction de la décision parlementaire de jeudi. L'enjeu du passage en deuxième lecture de l'assainissement des deux caisses de pension ne concerne presque que ces dispositions transitoires.

L'augmentation de l'âge de la retraite à 60 et à 62 ans, la volonté de fusionner les deux caisses, la recapitalisation à hauteur de 605 millions, la diminution du taux de cotisation de l'Etat ou encore le principe de passer à la primauté des cotisations dès 2012 devraient passer sans problème la rampe du Parlement, malgré le refus d'entrer en matière de l'Alliance de gauche et des socialistes haut-valaisans. «*Ce n'est pas une surprise. Nous restons très sereins.*



Les propos du «noir» Ursprung hier en plénum ont passablement irrité les socialistes haut-valaisans. «*Au lieu de jouer les prédicateurs, les «noirs» feraient mieux de faire pénitence dans un dossier qu'ils n'ont jamais voulu aborder...*» BITTEL

Nos membres décideront des mesures à prendre le 18 octobre lors de l'assemblée générale extraordinaire», s'est borné à déclarer Michel Perruchoud, secrétaire général de la FMEF, pas du tout affecté par les critiques de certains députés (voir ci-contre).

Fournier convainc les d.c. du Centre

Reste donc ces mesures transitoires qui opposeront Louis Ursprung, président de la commission qui propose trois ans et Jean-René Fournier qui en veut cinq. «*Personne*

*ne doit baisser sa culotte. La Confédération a décrété vingt-cinq ans de mesures transitoires pour ses caisses. Les policiers en demandaient trente, la FMEF dix... Cinq ans ne représentent pas un cadeau extraordinaire pour les fonctionnaires et restent tout à fait supportables financièrement pour l'Etat», estime le «gouverneur», tandis que Louis Ursprung et les «noirs» affirment que «*le passage à la primauté des cotisations repoussé à 2012 oblige des mesures transitoires pour trois ans et non pas cinq.**

La semaine dernière, Jean-René Fournier a réussi à convaincre le

groupe du PDC du Centre, tout d'abord réticent, de le suivre. Hier, le PDC du Bas, tout en prônant les trois ans, a dit respecter la proposition de ses collègues du Centre, tandis que René Constantin, chef du groupe radical-libéral, concède que ses députés sont très divisés sur la question. «*Peut-être que pour la première fois je devrais voter pour départager le Parlement?*», s'interroge même le président Albert Bétrisey, conscient que le résultat émanant de la seule bagarre encore existante autour de cet assainissement sera extrêmement serré.

100 OUI CONTRE 22 NON

Le Grand Conseil a accepté l'entrée en matière sur l'assainissement des caisses de pension par 100 oui contre 22 non et 3 abstentions. Ce large consensus n'a pas empêché certains commentaires sans langue de bois des députés. En voici quelques extraits:

«*Comme les mesures d'accompagnement sont encore floues, nous voulons faire inscrire ce principe dans la loi.*» JACQUES MELLY, PDC DU CENTRE

«*Il faut en finir avec les compromis pourris. La défiance de la FMEF envers le politique est inquiétante. Il ne s'agit pas d'assainir des caisses... électorales.*»

BEAT ABGOTTSPON, PDC DU HAUT

«*La situation actuelle de ces deux caisses de pension est l'un des plus grands gâchis institutionnels de l'histoire de notre canton. L'Etat doit abandonner sa garantie pour éviter une nouvelle irresponsabilité collective.*»

ALEXANDRE CAILLET, UDC

«*Rappelez-vous que l'assainissement de caisses privées a aussi passé par des sacrifices de leurs cotisants.*»

PIERRE-OLIVIER BOURBAN, PRD-PL

«*Pour combler ce tonneau de Danaïdes, il faut éviter la politique à la petite semaine et ne pas confondre caisse de pension et caisse électorale.*» LOUIS URSPRUNG, PDC DU HAUT

«*C'est un mensonge d'affirmer, comme je l'ai entendu ce matin en plénum, que les rentes vont baisser. Tout comme il est faux de dire que l'Etat devra emprunter. Messieurs, un peu de sérieux...*»

JEAN-RENÉ FOURNIER, CONSEILLER D'ÉTAT

Geld für die Pensionskassen

Der Grosse Rat gleist die Sanierung der staatlichen Berufsvorsorge auf

S i t t e n. – (wb) Ohne Opfer der Versicherten, sprich Abstriche bei den bisherigen Bedingungen von Rentenleistungen und Pensionierung, werden die staatlichen Vorsorgekassen des Kantons Wallis nicht zu sanieren sein.

Dieser Tenor gab bei der gestrigen Eintretensdebatte im Grosse Rat den Ton an. Es wird für die Erreichung eines ordentlichen Deckungsgrades der sich in Schräglage befindenden Kassen eine «Opfersymmetrie» geben müssen, wobei auch der Staat als Arbeitgeber seine Rolle zu übernehmen hat.

Es sieht danach aus, dass das Rentenalter für die Magistraten, Lehrer und Beamten von 58/60 Jahre auf 60/62 Jahre erhöht wird, dass Renten eingefroren werden, dass innert fünf Jahren ein Systemwechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat erfolgt, wie es auch in der Privatwirtschaft üblich ist. Ausserdem steht mittelfristig auch die Staatsgarantie zur Debatte.

Was für die bürgerliche Ratsmehrheit irgendwie «logisch» ist, wird von der linken Allianz scharf kritisiert.

Seite 9



Regierungsbank mit Jean-René Fournier, Thomas Burgener und Claude Roch (von links). Dem Staatsrat wurde gestern vorgeworfen, er habe seine Rolle als Arbeitgeber jahrelang schlecht gespielt. Foto wb

KOMMENTAR

Der Kompromiss

Es ist weder einfach noch notwendig, immer einen Kompromiss zu finden.

Doch manchmal drängt er sich auf, aller schmerzhaften Opfer zum Trotz.

Die Sanierung der staatlichen Vorsorgeeinrichtungen scheint ein solches Dossier zu sein. Scheint. Denn selbst Fachleute kommen zu völlig unterschiedlichen Berechnungen und Lösungsansätzen.

Was bleibt, wenn wir weglassen, dass in dieser Frage verständlicherweise jeder Beteiligte primär für sich schaut?

Sozialpartner, die jahrelang aneinander vorbeiredeten. Unter anderem, weil wichtige Entscheidungsträger unvereinbare Hüte trugen. Doch Schuldzuweisungen helfen jetzt auch nicht mehr weiter.

*Der im Grosse Rat nun vorliegende Kompromiss drängt sich auch aus ordnungspolitischen Gründen auf. Denn gewiss nicht schuld ist der Steuerzahler, der die teure Zeche letztlich schweigend auszulöffeln hat. **Thomas Rieder***

Pensionskassen brauchen Hilfe

Fazit der grossrätlichen Auslegeordnung: Fehlerhafte Sozialpartner zahlten zu wenig und bezogen zu viel

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Wer ist schuld an der desaströsen Schräglage der staatlichen Pensionskassen? Weder Arbeitgeber noch Arbeitnehmer können sich aus der Verantwortung schleichen. Weil zu wenig einbezahlt und zu viel bezogen wurde, müssen die Kassen jetzt unter Opfern aller Beteiligten saniert werden.

FDPO-Grossrat Matthias Eggel brachte es in der Eintretensdebatte auf den Punkt: «Die beiden Kassen wurden über Jahre in eine schlechte Situation manövriert. Einbezahltes und Bezogenes stehen in einem Missverhältnis zueinander.»

Wie dieses wieder ins Gleichgewicht gebracht werden kann, wird im Walliser Grossen Rat derzeit entschieden. Die Sanierung der Vorsorgekasse für das Personal des Staates Wallis und der Ruhegehalts- und Vorsorgekasse des Lehrpersonals ist das wichtigste Geschäft der laufenden Oktober-Session.

«Alle stehen in der Verantwortung»

Bei der gestrigen Auslegeordnung zur zweiten Lesung warnte CVPO-Fraktionschef Beat Abgottspon davor, mit einseitigen Schuldzuweisungen aufzuwarten. In der Verantwortung stünden alle und es gelte jetzt, den Schlamassel nachhaltig zu beseitigen. Das könne nicht mit dem



Die beiden Staatsräte Thomas Burgener (vorne) und Jean-René Fournier waren gestern gefordert. Der eine bei der Gesetzgebung für das Gesundheitsnetz Wallis, der andere bei der Sanierung der staatlichen Pensionskassen. In beiden Dossiers geht es um dreistellige Millionenbeträge.

Foto wfb

Blick auf den eigenen Versicherungsausweis passieren. Vielmehr gehe es um das Überleben der Kassen. Am im ersten Entwurf vorgelegten Konzept sei deshalb festzuhalten. Einzelne Aspekte herauszubrechen, gefährde das Gesamte. «Pensionskassen sind nicht Wahlkassen», sagte Abgottspon unter Hinweis auf «eine Art der Geringschätzung, welche die Angestelltenverbände in letzter Zeit gegenüber der Politik aufgebaut haben». Gegen diese erstmalige Entwicklung werde man sich wehren, «denn die Verbände haben sehr wohl mitreden können».

Was jetzt vorliege, sei ein guter Kompromiss, der freilich von allen Opfer fordere. Letztlich stünden die Magistraten, Beamten und Lehrer des Kantons auch nach der Sanierung noch gut da. Abgottspon schien die Meinung der bürgerlichen Ratsmehrheit auf den Punkt zu bringen und wurde in der Folge von den meisten Fraktionssprechern unterstützt. «Die wichtigste Rolle spielt die Leistungsberechnung», sagte CSPO-Fraktionschef Gilbert Loretan. Die Ausarbeitung der Begleitmassnahmen möchte er an den Staatsrat in dessen Rolle als Arbeitgeber weiterleiten.

Scharfe linke Kritik

Scharf kritisiert wurde die aktuelle Situation von der Ratslinken. Rolf Eggel (SPO) sagte, dass seine Fraktion schon 1998 von einem Loch statt von einer Kasse gesprochen habe. Reagiert worden sei auf diese Warnungen jedoch nicht. Der Staat habe seine Verantwortung als Arbeitgeber

über Jahre nicht wahrgenommen. Die Situation sei grossmehrheitlich auf Vernachlässigung durch den Kanton zurückzuführen und nun wolle er auch noch bei der Sanierung mit der einen Hand einnehmen, was er mit der andern ausbebe. Statt auf echte Sozialpartnerschaft baue die 2. Säule der 11 500 Versicherten auf Sand, sagte Eggel. Einst sei statt mit Lohnerhöhungen mit der Senkung des Pensionsalters operiert worden und jetzt wolle man die Arbeitgeberbeiträge senken. So lasse man nicht mit sich umspringen. Die linke Allianz sei gegen Eintreten.

Die Ecksteine

Staatsrat Jean-René Fournier ging auf die konkreten Vorwürfe nicht ein. Er legte die Notwendigkeit der Sanierung ins Zentrum seiner Äusserungen. Die Regierung stützt dabei weitgehend die Vorschläge der von Louis Ursprung (CVPO) präsidierten Ratskommission. Diese will den Deckungsgrad der beiden Kassen in drei Jahren (der Staatsrat schlägt fünf Jahre vor) auf 80 Prozent anheben, was eine Aufkapitalisierung von 605 Millionen Franken erfordert. Als weitere Eckpunkte der Sanierung gelten die Erhöhung des Pensionsalters von 58/60 Jahren auf 60/62 Jahre, der Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat bis 2012 sowie das Einfrieren der Renten. Mittelfristig wird die Aufhebung der Staatsgarantie zum Thema und die beiden Kassen sollen nach der Sanierung fusioniert werden. Diese Stossrichtung sei auch bei

der Sanierung öffentlicher Pensionskassen in anderen Kantonen, zum Beispiel LU und GR, festzustellen, sagte Staatsrat Fournier. Dort würden sich ebenfalls alle an der Sanierung im Sinne der Opfersymmetrie beteiligen. Gemäss Durchschnittszahlen übernehmen der Arbeitgeber 58 Prozent und der Arbeitnehmer 42 Prozent der Sanierungsleistungen. Der jetzige Entwurf gehe fürs Wallis von einem Verhältnis 57 zu 43 Prozent aus.

Leistungen auch nach Sanierung noch gut

Wichtig sei, dass die Kassen jetzt Mittel erhielten für künftig freie Entscheidungen. Fournier zog auch einen Vergleich zu den privaten Pensionskassen. Die Walliser Magistraten, Lehrer und Beamten lägen im Vergleich dazu künftig nur knapp unter dem Leistungsdurchschnitt. Daraus schloss er an die Adresse von Rolf Eggel: «Gegenwärtig, nicht künftig, sind unsere Pensionskassen auf Sand gebaut.»

«Keine andere Wahl»

Kommissionspräsident Ursprung erwähnte, dass es in der aktuellen prekären Situation keine Geschenke zu verteilen gebe. Die Pensionskassen stellten ein grosses Problem dar, das angepackt werden müsse. «Wir stehen nicht in der Wahl, sondern in der Pflicht, den Kanton weiterzubringen», sagte Ursprung. Eintreten wurde mit 100 zu 22 Stimmen (3 Enthaltungen) beschlossen. Die Detailberatung wird morgen den Weg aus dem Desaster aufzeigen müssen. **tr**

Les trois zones hospitalières contestées

LOI SUR LES ÉTABLISSEMENTS ET INSTITUTIONS SANITAIRES ► Le Parlement a accepté hier d'entrer en matière sur un projet législatif chahuté. Le PDC du Centre propose de supprimer les zones hospitalières. Verdict demain!

PASCAL GUEX

111 oui contre 10 non et 4 abs-tentions! Le Parlement valaisan a accepté hier à une écrasante majorité d'entrer en matière sur le projet de «loi sur les établissements et institutions sanitaires.» Seule l'UDC –rejointe par quelques voix éparses– a persisté et signé dans son refus catégorique d'une planification qui n'est à ses yeux qu'un échec total.

Mais malgré cette entrée en matière apparemment sans histoire, Thomas Burgener n'a pas encore partie gagnée. Plusieurs députés ont en effet profité de ce débat initial pour émettre de sérieuses critiques sur un texte qui n'a pas encore passé le cap de la décision finale. Tant s'en faut!

Au chevet de... Martigny. Aux habituelles salves parties des rangs des auteurs de l'initiative «Soins pour tous» – Gabriel Luisier (PDC du Bas) et Jean-Marie Schmid (PDC du Haut) en tête – sont venues s'ajouter les attaques du groupe démocrate-chrétien du Centre. Jacques Melly est ainsi monté au créneau pour contester le nombre de zones hospitalières. «Aujourd'hui nous voudrions figer trois zones, référées chacune à au moins un établissement de soins aigus, alors même que la zone envisagée du Chablais n'en

dispose pas et n'en disposera vraisemblablement pas pour les prochaines années.» Le PDC du Centre proposera donc demain un amendement chargeant le Conseil d'Etat de déterminer par voie d'ordonnance le nombre et la délimitation de ces fameux secteurs. «Cela pourrait être une seule zone avec un hôpital cantonal unique à Sion ou peut-être quatre.» Et Jacques Melly de voler au secours de l'établissement de Martigny. «Le Conseil d'Etat pourrait donner pour mission au RSV d'articuler une zone autour de l'établissement de soins aigus de Martigny. Cette façon de faire aurait plusieurs conséquences bénéfiques.»

Si le Parlement devait en revanche conserver la structure proposée par la deuxième commission, Jacques Melly craint pour l'avenir. «Implicitement, on condamne les patients chablaisiens et ceux de la partie ouest du Valais central à s'expatrier en terre vaudoise, hors RSV!» D'où le souhait des élus du PDC du Centre de voir le gouvernement «pouvoir agir avec souplesse et pragmatisme... Des compétences et des équipements performants existent et dans l'attente de la structure idéale, il doivent être utilisés en complémentarité, en subsidiarité et surtout sans esprit d'exclusion.»



Défenseur de l'initiative «Soins pour tous», Gabriel Luisier (debout) s'est allié à ses «cousins» du Centre, ici représentés par Jacques Melly et Pascal Rey, pour contester les zones hospitalières prônées par Thomas Burgener. BITTEL

ATTAQUES ET CONTRE-ATTAQUES

«Le déficit comptable est en hausse, alors que l'on enregistre une fuite des patients! Le RSV est un échec médical et financier.» JEAN-LUC ADDOR (UDC)

«M. Addor est un expert en justice qui connaît mieux le domaine de la santé que les experts médicaux de l'Université de Lausanne qui ont rédigé un audit plutôt favorable sur le RSV!»

THOMAS BURGNER, CONSEILLER D'ÉTAT

«La 2^e commission s'est arrêtée à mi-chemin, afin de ne pas mettre le canton à feu et à sang. Mais ainsi elle met le feu aux poudres.» GABRIEL LUISIER, PDC DU BAS-VALAIS

«Des économies? A court terme, c'est une utopie sans procéder à des licenciements... Nous, nous préférons l'homéopathie à l'amputation!»

PASCAL BRIDY, (PDC), PRÉSIDENT DE LA 2^E COMMISSION

«Le RSV, c'est un véhicule camouflé de l'État.» JEAN-MARIE SCHMID (PDC DU HAUT)

«Certains reprochent à notre canton une politique des petits pas. Mais ce sont des pas de géants en regard de ce qui se passe dans les autres cantons!»

VIRGINIE CRETENAND (PS ET ALLIANCE DE GAUCHE)

«L'hôpital de Rennaz ne concurrence pas Martigny»

RÉSEAU SANTÉ VALAIS ► Alors que le projet d'hôpital unique Chablais - Riviera n'attend plus que les crédits nécessaires, l'attaque venue du coude du Rhône passe mal.

GILLES BERREAU

Le député bagnard Gabriel Luisier a-t-il dépassé les bornes en affirmant dans «Le Nouvelliste» d'hier à propos de la réorganisation du Réseau Santé Valais (RSV): «Si l'on construit Rennaz, à terme, il faudra fermer Sierre, Viège et Martigny?» Ses propos font bondir dans le Chablais qui les comprend comme une attaque en règle pour défendre les intérêts du giron martignerain.

«Dans la loi sur le réseau santé, il ne faut pas oublier qu'un décret provisoire, déjà traité en première lecture, ancre les dispositions particulières pour un futur hôpital intercantonal du Chablais», indique le préfet du district de Monthey et président de l'association de l'hôpital multisites du Chablais (Monthey et Aigle). Antoine Lattion rappelle que le Chablais a réalisé la planification voulue par le canton avant l'heure, grâce précisément à la fusion avec Aigle.

Rennaz sur les rails. Le Collombeyroud rafraîchit aussi les mémoires défaillantes en ajoutant: «A l'époque, nous ne nous sommes pas fait tirer les oreilles pour réaliser cette fusion, étape importante dans une meilleure gestion des deniers publics. Dans la convention intercantonale signée en 1997 par les deux cantons, la création d'un hôpital unique pour le Chablais était déjà prévue.»

Aujourd'hui, les établissements de Monthey et Aigle sont sortis des chiffres rouges. Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, le Chablais a lancé d'importantes études et concertations qui ont permis d'aboutir à un projet concret avec la Riviera, source d'économies supplémentaires, mais aussi de soins de meilleure qualité.

A la demande du canton de Vaud, l'emplacement prévu à Aigle fut déplacé à Rennaz pour obtenir, avec la Riviera, un bassin de population suffisant de 150 000 habitants. Ce faisant, le futur hôpital de Rennaz est bel et bien viable financièrement et médicalement. Ce qui reste à prouver dans d'autres établissements valaisans.

«Monthey a aussi cédé quarante-huit lits de gériatrie à la clinique Saint-Amé de Saint-Maurice. Les autres hôpitaux, dont Martigny, devaient faire de même, ce qui n'a pas été le cas. Il est faux de prétendre que le Chablais bénéficie de la fermeture des autres hôpitaux, alors que notre région a été la première à faire des sacrifices», ajoute le président de l'hôpital du Chablais.

Enfin, si Rennaz ne se construisait pas, les établissements de Martigny et Sierre seraient-ils sauvés pour autant?



Antoine Lattion, président de l'hôpital multisites du Chablais (Monthey et Aigle), a vivement réagit aux propos de Gabriel Luisier. BITTEL

TROIS QUESTIONS À...

«Aujourd'hui, on ne peut pas fermer d'hôpitaux»

THOMAS BURGNER
CONSEILLER D'ÉTAT



BITTEL

Thomas Burgener, selon le député Gabriel Luisier (voir «Le Nouvelliste» d'hier), la construction de l'hôpital de Rennaz pourrait signifier la fermeture de Martigny ou de Sierre. Faut-il le croire?

Aujourd'hui, la fermeture d'un établissement de soins aigus n'est pas à l'ordre du jour. La raison en est simple. Si on fermait Sierre ou Viège comme le prévoit l'initiative «Soins pour tous», il faudrait augmenter les capacités de Sion et de Viège en y investissant des millions de francs. Ça n'a aucun sens.

D'accord. Mais, dans quinze ans, que se passera-t-il? N'y aura-t-il que trois hôpitaux de soins aigus en Valais?

Tout dépendra de l'évolution de la médecine, de la technique médicale et des blocs opératoires. Aujourd'hui, personne ne peut prédire le nombre d'hôpitaux de soins aigus dans quinze ans. A première vue, je peux m'imaginer qu'il y en aura moins qu'aujourd'hui. Mais l'arrivée

de Rennaz s'explique par un autre raisonnement qui a permis la réunion du Chablais et de la Riviera autour d'un seul hôpital prévu pour 150 000 habitants.

Toujours selon Gabriel Luisier, le RSV ferait fuir les patients vers la clinique de Valère, l'hôpital du Chablais ou les EMS et CMS. Que répondez-vous?

Que les transferts vers les CMS et EMS ne datent pas de 2002 et ne s'expliquent pas par la mise en place du RSV. Depuis 1990, le nombre de cas pris en charge par les EMS ou CMS augmente sensiblement avec un taux de croissance plus marqué entre 1995 et 2000. Les transferts liés à l'hôpital du Chablais, notamment pour la maternité, restent comptabilisés au sein du RSV, tandis que la clinique de Valère a connu en 2005 une augmentation de 250 séjours. Tout le reste a disparu, ce qui prouve bien qu'il s'agissait d'hospitalisations inutiles. VF

«Martigny n'est pas un hôpital de brousse!»

RSV ► Une gériatrie contre une maternité: les réorganisations du Réseau Santé Valais ont fait grincer des dents au coude du Rhône. Les responsables de l'hôpital veulent en donner une image de qualité.

OLIVIER HUGON

On le dit mal adapté, désuet, mal équipé. «On a même parlé d'un hôpital de brousse.» Fatigué des critiques relayées par certains médias, Vincent Castagna, directeur du Centre hospitalier du Centre du Valais (CHCVs), a invité hier matin la presse pour une visite du département de gériatrie de l'hôpital de Martigny. L'occasion pour lui de remettre certaines pendules à l'heure au moment même où, du côté de Sion, nos députés se penchent sur la loi sur le Réseau Santé Valais (RSV). Petit Vrai-Faux.

► **La gériatrie se trouve dans la partie ancienne de l'hôpital.**

FAUX

Ou plutôt, c'était vrai jusqu'en 2005. Depuis, le service a emménagé au deuxième étage du bâtiment H5, construit en 1988. La gériatrie occupe à ce jour tout l'étage, soit 59 lits, alors qu'elle n'en comptait que 24 avant la fermeture de l'hôpital de Gravelone à Sion. Un département de soins palliatifs de 8 lits se trouve au premier étage. Les chambres comptent au maximum deux lits, sont spacieuses et disposent d'une salle de bains particulière. L'air y est climatisé.

► **Le transfert de la gériatrie à Sierre et à Martigny, avec 35 lits chacun, n'a engendré aucune suppression d'emploi.**

VRAI

Cependant, Vincent Castagna admet qu'une dizaine d'employés de Gravelone, sur les 142 personnes qui y travaillaient, ont présenté leur démission au RSV, suite à la décision du Conseil d'Etat de fermer l'hôpital. «Ce sont des choses que l'on comprend. C'est un peu comme si vous décidez de déménager et que votre femme n'est pas d'accord.» Détail qui peut avoir d'importantes conséquences sur l'organisation d'une vie de famille: alors qu'à Gravelone, les services débutaient à 7 h 30, Martigny et Sierre embauchent à 7 heures. De plus, une trentaine de collaborateurs ont choisi de rester à Gravelone, transformé en un EMS de 70



Suite aux décisions prises dans le cadre du RSV, les hôpitaux de Martigny (photo) et Sierre accueillent les Services de gériatrie. HOFMANN



«Transférer un service de 70 lits en quatre mois, c'est un vrai défi.»

VINCENT CASTAGNA

DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DU CENTRE DU VALAIS

lits, dont les portes s'ouvriront en janvier 2007. Ils suivent actuellement une formation dans les établissements du canton.

► **Les installations d'ergothérapie et de physiothérapie, notamment, ne sont pas encore pleinement opérationnelles.**

VRAI

«Nous devons encore aménager quelques salles, avoue Samuel Buchard, administrateur du

CHCVs, notamment l'ancienne salle d'accouchement aujourd'hui reconvertie en salle de physiothérapie.» Une salle d'ergothérapie entièrement rénovée a été installée dans l'ancien hôpital. Deux ergothérapeutes y occupent 160% de temps de travail. Côté physiothérapeutes, onze personnes disposent d'un centre performant avec piscine, salle de travail et cinq cabines. «Jusqu'ici, nous avons investi 500 000 francs.» Une

somme prise sur le budget ordinaire d'investissement.

► **Les 45% des lits du RSV ne sont pas occupés.**

FAUX

Apparemment personne au sein du RSV ne sait d'où sortent ces chiffres. Apparemment encore, ils proviendraient de Thomas Burgener, le chef du Département de la santé. Sur le terrain, à Martigny, et plus encore en gériatrie, il n'en est rien.

«Après la phase de transition en juillet et août, nous sommes aujourd'hui en phase de routine, six mois seulement après la décision du Conseil d'Etat, quatre mois seulement après les premières mesures de transfert. Et les taux frôlent les 100% d'occupation», insiste le Dr Jérôme Morisod, gériatre et médecin-chef au CHCVs. «Ce matin à Sierre, nous avons 34 patients pour 35 lits disponibles.»

TRANSITION

Le Dr Claude Bayard, chef du service gériatrie du RSV, avait, sans la commenter, donné sa démission en septembre dernier.

«Il est actuellement en congé maladie», précise Vincent Castagna, directeur du CHCVs, «sa démission devrait être effective à la fin du mois de mars 2007. Nous nous sommes réorganisés. Les Dr Coutaz et Morisod gèrent les sites de Martigny et Saint-Maurice, alors que le Dr Bruchez s'occupe de Sierre et de la clinique Sainte-Claire.» OH

«UNE MÉDECINE DE POINTE»

Au chapitre des critiques sur le RSV, Martigny s'est souvent plainte de n'obtenir que des services «mineurs», à l'instar de la gériatrie. «C'est un domaine qui prend toujours plus d'importance», insiste le Dr Jérôme Morisod, gériatre.

«Les gens deviennent de plus en plus vieux. En 2040, l'espérance de vie des hommes sera de 84 ans, 89 pour les femmes. Les traitements sont toujours plus poussés, notamment en ce qui concerne les maladies neuro-dégénératives, telles qu'alzheimer.»

L'image de la gériatrie où l'on fait quelques soins d'hygiène et où l'on amène une grand-maman sur le balcon pour boire sa tisane est révolue. Ergothérapie, physiothérapie, tous les moyens sont mis en œuvre pour offrir la possibilité aux



«Les gens deviennent de plus en plus vieux» rappelle le Dr Jérôme Morisod. HOFMANN

patients de rentrer chez eux le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions. Résultat, les séjours hospitaliers se

stabilisent (en nombre) et se raccourcissent (en durée). «Par contre, nous manquons de lits en EMS.» OH

Qualität sichern, Kosten sparen

Das Gesundheitsnetz Wallis (GNW) ist auf Gesetzeskurs

S i t t e n. – Alles deutet darauf hin, dass das bisherige Dekret, auf dem das Gesundheitsnetz Wallis (GNW) in den letzten drei Jahren aufgebaut wurde und auch funktionierte, in ein ordentliches Gesetz überführt wird.

Die Meinungen im Kantonsparlament sind gemacht, die Pflöcke eingeschlagen. In der morgigen Detailberatung werden an der Gesamtausrichtung keine entscheidenden Veränderungen mehr vorgenommen. Das war in der gestrigen Eintretensdebatte zum Auftakt der Oktober-Session des Walliser Grossen Rates deutlich spürbar. Das Parlament will, so einer der Grundtöne der Fraktionssprecher, mit dem Gesetz in diesem umfassenden Reformdossier einen weiteren kleinen Schritt vorwärts, als einen grossen zurück in eine völlig ungewisse Zukunft.

GNW in der Pflicht

Dies sieht auch Departementsvorsteher Thomas Burgener so. Der für die Walliser Gesundheitspolitik zuständige Staatsrat sagte, die zweite Kommission habe seit der ersten Lesung im April 2006 den Gesetzesentwurf verbessert und vieles geklärt. Fakt sei, dass die Walliser Spitäler laut einem eben erschienenen Bericht der Universität Lausanne qualitativ gute Arbeit leisteten und die Sicherheit der jährlich rund 32000 Patienten nach den gängigen Normen garantiert sei. Natürlich bestehe noch Verbesserungspotenzial, nicht zuletzt in der internen wie externen Information. Daran zu arbeiten, stünde das GNW in der Pflicht.

Fragen zu Brig...

Auf Schwachpunkte oder offene Fragen wiesen auch die Fraktionssprecher hin. Im Mittelpunkt stand dabei meistens der Grundantrag der Gesundheitspolitik,

nämlich die Qualität der medizinischen wie pflegerischen Betreuung. Ein weiteres Hauptaugenmerk wird dem Kostenmanagement gewidmet, was bei einem Betriebsbudget von 450 Millionen Franken, von denen rund die Hälfte der Kanton aufzubringen hat, auch verständlich ist. Mit dem nun geforderten jährlichen schriftlichen Bericht des GNW an das Parlament sollte die gewünschte Kontrollfunktion gewährleistet sein. Die Richtung des jetzigen Gesetzesentwurfes sei richtig, war seitens der CVP Mittelwallis zu vernehmen. Das Parlament könne Einfluss nehmen auf das GNW, zudem sei garantiert, dass laut Art. 3 die drei Spitalzonen Ober-, Mittel- und Unterwallis mindestens mit einem Akutspital rechnen könnten. Ob allerdings doch nicht zu viel Macht beim Staatsrat liege, stellte Graziella Walker Salzmann (CSPO) in den Raum. Und zusammen mit René Loretan (CVPO) wollte sie wissen, wie es mit dem Spital Brig wei-

tergehe. Hier ist die Eigentumsübertragung vom bisherigen Besitzer an den Kanton – im Gegensatz zu den anderen Spitälern – noch nicht erfolgt. Staatsrat Burgener tönte an, dass es mit Brig möglicherweise zu einem Gerichtsfall kommen könnte. Der Kanton werde aber nicht andere Kriterien anwenden als bei den anderen Standorten auch. Für die Besitzer des ehemaligen Oberwalliser Kreisspitals Brig ist dies insofern unverständlich, als dass sie im Vergleich zu den hoch verschuldeten Spitälern, die froh waren, übernommen zu werden, deutlich unter Wert und geleistetem Aufwand abgegolten werden.

...Visp und Leukerbad

Besorgnis wurde auch angeregt betreffend die Reha-Klinik in Leukerbad sowie den Standort Visp für die Fachhochschule Gesundheit und Soziales. Laut Burgener ist Leukerbad nicht gefährdet, bei Visp sehe es anders aus. Hier sei jedoch Kollege

Claude Roch gefordert. Richtig sei, dass bei einem möglichen Abzug der Schule ins Mittelwallis Oberwalliser Schulanwärter/innen wohl oft ihre Ausbildung in der Deutschschweiz absolvieren würden, was an den hiesigen Spitälern Rekrutierungsprobleme ergeben könnte. Zu grundsätzlicher Kritik setzte einzig noch Jean-Marie Schmid an. Der Co-Präsident der Initiative «Pflege für alle» steht in der Rolle des letzten kämpfenden Mohikaners gegen das GNW respektive die Verstaatlichung der Spitäler. Schmid sieht durch die Reform Wettbewerb und Unternehmertum schwinden und kündigte für die Detailberatung eine Reihe von Abänderungsvorschlägen an.

Gemeinden wollen nicht mehr zurück

Kommissionspräsident Pascal Bridy sah die Sache pragmatischer. Die erfolgte Rationalisierung durch die Zusammenlegung der Disziplinen erlaube eine bes-

sere Pflegequalität und die steigenden Gesundheitskosten seien nicht vom jetzt zu beratenden Gesetz, sondern von der Umsetzung abhängig. Fest stehe ausserdem, dass keine Gemeinde mehr zum alten, öffentlichrechtlichen System zurückkehren möchte, um am Ende des Jahres jeweils das Spitaldefizit zu bezahlen. Wenn ein Spital gewinnträchtig arbeite, fliesse zu viel Geld hinein. Und das sei nicht Zweck eines Krankenhauses. Bridys Ansichten deckten sich hier mit jenen von Burgener, der darauf hinwies, dass die Spitäler den früheren Konkurrenzkampf so verstanden hätten, als dass sie Fälle generierten und mit Fallpauschalen Geld verdienten, indem die Leute vorzeitig aus dem Spital entlassen worden seien. Der Rat beschloss schliesslich Eintreten mit 110:10 Stimmen bei vier Enthaltungen. Bei diesen Mehrheitsverhältnissen wird morgen am vorliegenden Gesetzesentwurf nur noch punktuell etwas zu korrigieren sein. **tr**



Jean-Marie Schmid (stehend): Der CVPO-Grossrat aus Brig-Glis ist der einzige noch grundsätzliche Kritiker an der kantonalen Spitalreform. Foto wb

Einbürgern vereinfachen

S i t t e n. – Künftig sollen die Munizipalgemeinden einbürgern und die Bürgergemeinden einbürgern.

Mit der geplanten Abänderung der Kantonsverfassung (Art. 28 und 29) will das Parlament erstens der heutigen Wirklichkeit nachleben und zweitens den Einbürgerungstourismus verhindern. Die Kosten sollen auf 500 bis 800 Franken vereinheitlicht werden. Wem die Verleihung des Bürgerrechts zugestanden wird, wird im Gesetz zu klären sein.

Das Geschäft war im Rat unbestritten und dürfte auch keine grossen Wellen werfen vor dem Volk, welches bei Verfassungsänderungen stets das letzte Wort hat. Dafür gab zum Schmunzeln Anlass, dass mit CVZPO, SPO und CSPO gleich drei Fraktionen davon sprachen, endlich werde hier nun ein altes Anliegen von ihnen erfüllt.

Gleichgeschlechtliche Paare gleichstellen

Ganze drei Artikel lang ist der Gesetzesentwurf zur Anerkennung gleichgeschlechtlicher Paare. Der Kanton vollzieht hier mit materiell geringem Handlungsspielraum Bundesrecht, wie es das Schweizer Volk am 5. Juni 2005 (gegen die Mehrheit der Walliser) vorgab. Gleichgeschlechtliche Paare sollen in Fragen wie Erbfolge, Sozialversicherung, Aufenthaltbewilligung und Besuchsrecht Partnern gemäss Eherecht gleichgestellt werden. Ausgenommen sind explizit Adoption und Fortpflanzung. Der Rat beschloss bei Stimmenthaltung der SVP-Fraktion Eintreten. **tr**

Freie Fahrt für die Ostausfahrt

Der Walliser Grosse Rat spricht einen Kredit von 8,4 Millionen Franken für die Matterhorn Gotthard Bahn

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Der Walliser Grosse Rat hat alles Interesse, dass die Ostausfahrt der Matterhorn Gotthard Bahn (MGB) in Brig planmässig zur Eröffnung der Neat am Lötschberg im Dezember 2007 in Betrieb genommen werden kann.

Um dieses zu ermöglichen, sprach er gestern zur Finanzierung der zweiten Baumanlage einstimmig (111:0) einen Verpflichtungskredit von (maximal) 8,4 Millionen Franken. Dabei handelt es sich um den Kantonsanteil an den Projekt-Restkosten in der Höhe von 21,9 Millionen Franken.

Vorgaben des Bundes

Notwendig geworden war diese zweite Finanzierungsetappe nicht etwa wegen einer zweiseitigen Salami-Taktik der Behörde, sondern aufgrund der bundespolitischen Entwicklung betreffend die Finanzierung der Eisenbahninfrastruktur. «Bern» hatte die erste Etappe des Projekts über den 8. Bundesrahmenkredit finanziert, der Ende 2006 ausläuft. Die weitere Finanzierung war, bedingt durch den Systemwechsel, stets im Rahmen der Bahnreform 2 geplant, die inzwischen jedoch vom Eidgenössischen Parlament an den Bundesrat zurückgewiesen wurde. Dadurch wurde die Weiterfinanzierung durch einen 9. Rahmenkredit notwendig, der im Sinne von



An der Briger Ostausfahrt der Matterhorn Gotthard Bahn wird seit über einem Jahr intensiv gearbeitet. Jetzt beschloss der Grosse Rat die zweite Finanzierungsetappe mit dem Ziel, dass die Ostausfahrt gleichzeitig mit der Eröffnung des Lötschberg-Basistunnels (Dezember 2007) in Betrieb gehen kann.

Foto wb

Übergangsbestimmungen in- zwischen auch bereitgestellt wurde.

Keine Mehrkosten

Ausdrücklich festgehalten wurde von Kommissionspräsident Anton Andenmatten (CVPO) und Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet übereinstimmend, dass es sich bei dieser zweiten Tranche nicht um die Finanzierung

von Zusatzkosten handle. Der Bauherr hielt das Projekt, das seit gut einem Jahr bei einem engen Bauprogramm in der Realisierungsphase steht, bisher im geplanten Kostenrahmen von 62,452 Millionen Franken. Er ist dazu von Bund und Kanton auch verpflichtet worden.

Total 18 Millionen

Für die erste Finanzierungs-

etappe (bis Ende 2006) sprach der Grosse Rat dem Projekt bereits früher einen Verpflichtungskredit von 9,6 Millionen Franken. Der Kanton beteiligt sich an der Ostausfahrt also gesamthaft mit 18 Millionen Franken.

Die Bedeutung der MGB-Ostausfahrt in Brig wurde von keinem Fraktionssprecher infrage gestellt. Sie lässt Reisezeit ge-

winnen, vereinfacht die Abläufe (kein Lokwechsel mehr, weniger Rangierbewegungen) und dient der Sicherheit, insbesondere im dadurch völlig entlasteten Naters (mit insgesamt 20 Bahnübergängen). Den definitiven Nutzen wird das Projekt in Sachen Sicherheit für die vielen Briger Bahnhofplatz-Passanten freilich erst erhalten, wenn der Hochbahnhof realisiert ist. Ge-

plant ist bekanntlich, dass die Gleise der MGB mit der Zeit vom Bahnhofplatz verschwinden und auf Gleis 1 des SBB-Bahnhofs integriert werden.

Ausbau der Kantonsstrassen für 15,4 Millionen

Der Grosse Rat befasste sich verkehrstechnisch ferner mit zwei Strassenkorrektions-Projekten bei Vissoie und Nendaz. An beiden Orten plant das Baudepartement eine Verbreiterung der Strassen im Interesse der Verkehrssicherheit. Kommissionspräsident Andenmatten wie Staatsrat Rey-Bellet bezeichneten die Projekte als sinnvoll und der Situation angepasst. Von Luxusvarianten könne keine Rede sein. Zudem entsprächen sie dem ordentlichen Ausbaubedarf, seien also nicht neu. Denn das kantonale Strassennetz sei inzwischen zu 99 Prozent realisiert, sagte der zuständige Departementschef. Die verbreiterten Strassen würden insbesondere dem Bus- und Lastwagenverkehr entgegenkommen. Vom Ausbau der Kantonsstrassen würden in Sachen Sicherheit auch die Fussgänger profitieren.

Die beiden Geschäfte waren völlig unbestritten. Beim Projekt Vissoie – St. Luc – Chandolin handelt es sich um Investitionen von 9,7 Millionen Franken, jenes bei der Durch- und Ausfahrt von Haute-Nendaz kostet gemäss Budget 5,7 Millionen Franken. Gemäss Strassengesetz werden die beteiligten Gemeinden sich mit einem Kostenschlüssel von 25 Prozent an den Investitionen beteiligen müssen. **tr**

Der NEAT-Westanschluss liegt nicht in Walliser Hand

Der Vollausbau des Lötschberg-Basistunnels wird in Bern entschieden und hat dort keine Priorität

Sitten. – Am gestrigen Morgen baute der Walliser Grosse Rat einen Berg von persönlichen Vorstössen seiner Mitglieder ab. Die meisten Motionen und Postulate wurden überwiesen. Die 24 Traktanden der Tagesordnung waren in weniger als drei Stunden durchberaten.

Diskussionslos wurde zum Auftakt der Sitzung die Botschaft mit einer Serie von «Änderungen der kantonalen Gesetzgebung im Zivilverfahren zur Anpassung an das Bundesgesetz über das Bundesgericht» angenommen. Den Äusserungen von Kommissions-Vizepräsident Dr. Felix Zurbriggen (CSPO) wurde in dieser doch eher trockenen Juristenmaterie das Vertrauen geschenkt. Der Rat zeigte jedenfalls keine Lust, in die Details einzusteigen. Die erste Lesung wurde zügig und einstimmig abgeschlossen. Gleich anschliessend wurde angesichts der Einheit auf die für heute vorgesehene zweite Lesung verzichtet.

Die Polizeikorps fusionieren?

Widerspruch erfuhr das Postulat von André Vernay betreffend die Fusion der Kantons- und Gemeindepolizei «für eine effiziente und bürgernehe Polizei» seitens der SVP. Jean-Luc Addor befürchtet hier weitere Mittelbeschränkungen, was angesichts der vielen Aufgaben und Pflichten der Polizei nicht vertretbar sei. Staatsrat Jean-René Fournier sagte, dass

die Zusammenarbeit zwischen Kantons- und Gemeinde-Polizeikorps sehr gut funktioniere, man aber in die angeregte Richtung trotzdem Überlegungen anstellen könne. Deshalb sei die Regierung für die Annahme des Postulates, auch wenn eine Fusion aus der Sicht des Staatsrates mittel- wie langfristig kein Thema sei. Das Postulat wurde mit 101:20 Stimmen überwiesen.

Unvereinbarkeiten klären

Von einer Motion in ein Postulat umgewandelt wurde das Begehren, die Unvereinbarkeiten von Kantons- und Gemeindeangestellten in gewissen Funktionen zu klären. Hier besteht in der Tat definitiver Klärungsbedarf, wenn zum Beispiel auf die Angestellten des Gesundheitsnetzes Wallis verwiesen wird, die nicht in den Grossen Rat gewählt werden können. Angeschaut werden soll in diesem Zusammenhang auch das seit vielen Jahren geltende Sonderstatut für Lehrpersonen (denen dies erlaubt ist).

Fusionen sind keine «Ultimo Ratio»

Eine Motion von Edmond Peruchoud betreffend die interkommunale Zusammenarbeit wurde vom Parlament deutlich abgewiesen. Der Motionär hatte vorgeschlagen, Möglichkeiten der Zusammenarbeit von Gemeinden auf der Grundlage des Privatrechts abzuklären. Er erwähnte als Beispiel den Zu-

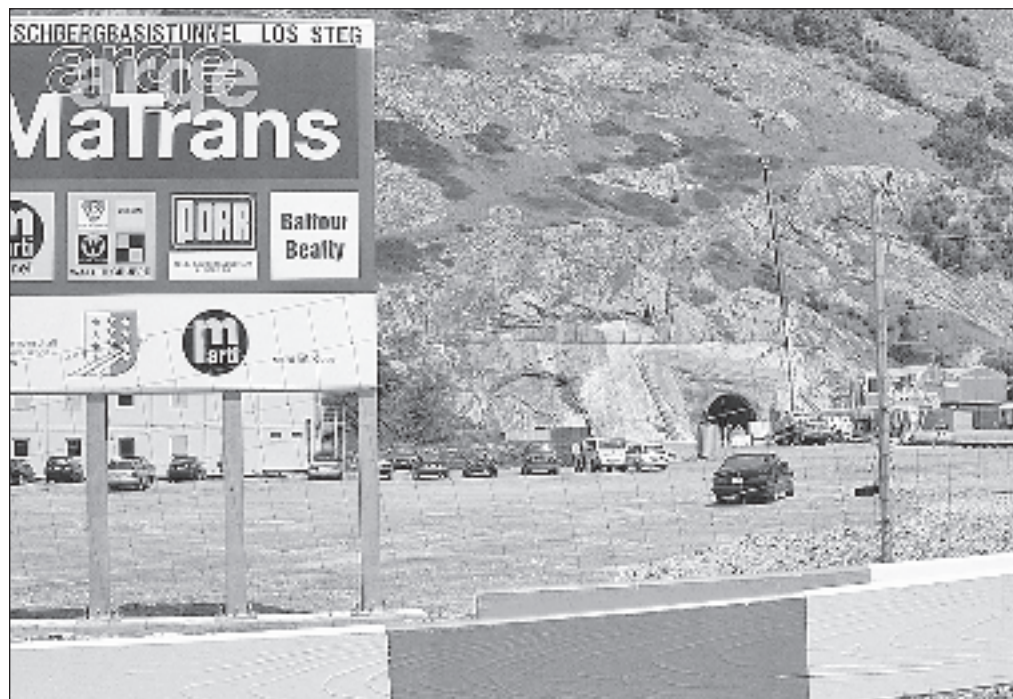
sammenarbeitsvertrag der drei Gemeinden Leukerbad, Inden und Varen. Auf diese Weise liessen sich Synergien nutzen und der «steinige Weg der Fusion» müsse nicht besritten werden. Denn Gemeindefusionen seien die «Ultima Ratio». Die Mehrheit wollte von dieser Sichtweise nichts wissen.

Einmal mehr: Westanschluss Lötschberg

Sorgen macht sich Jacques-Roland Coudray zur Realisierung des Westastes des NEAT-Lötschberg隧nels. Wird er

Realität oder ist er Mythos, wollte Coudray wissen. Er befürchtet, dass sich hier nichts mehr tut und verlangt vom Staatsrat einen klaren Positionsbezug. Jean-Jacques Rey-Bellet sagte, dies sei mittlerweile die 13. Anfrage in dieser Sache. Vielleicht bringe sie ja Glück. Die Regierung werde aber auch diesmal nicht eine definitive Antwort geben können. Entschieden werde in dieser Sache frühestens, wenn der übrige Tunnel vollumfänglich doppelspurig ausgebaut sei, was bekanntlich nicht der Fall

sei. Es seien hier beim Bund, der in dieser Sache entscheidet, auch noch keine entsprechenden Planungen vorgesehen. Dies bedeute aber nicht, dass man sich beim Kanton nicht weiter für den Vollausbau des Lötschbergs inklusive Westanschluss einsetzen wolle, insbesondere auch unter dem Blickwinkel der Kostenexplosion am Gotthard. Längerfristig rechne man in der Kantonsregierung mit dem Vollausbau. Rey-Bellet nannte dafür Kosten von rund einer Milliarde Franken. Diese Gelder zu spre-



Das Loch des NEAT-Anschlussstollens West in Steg/Niedergesteln weckt die Begierden der Walliser an einem Vollausbau des Basistunnels.

Foto wb

chen sei in Bern jedoch momentan kein prioritäres Thema.

Brandschutzvorschriften anpassen

Franz Ruppen (SVP) und Graziella Walker Salzmann (CSPO) hinterlegten erfolgreich Motionen, die sich mit Unvereinbarkeiten von neuen Brandschutzvorschriften mit dem kantonalen Baugesetz befassen. Hier sind geltende Gebäudeabstände nicht aufeinander abgestimmt. Die neuen Vorschriften haben laut Ruppen unzulässigerweise das Baugesetz abgeändert. Die Motionäre verlangen vom Staatsrat, die Unstimmigkeiten auszuräumen.

Klare Weisungen für die Verwaltung

Zum Schluss der Sitzung wurde ein Bericht der Geschäftsprüfungskommission (GPK) diskutiert, der eine Anzeige der kantonalen Steuerverwaltung gegen die Dienststelle der Vermessung beinhaltete. In den hektischen Tagen nach der A9-Problematik (Riedberg tunnel) sei hier lediglich aufgrund von Vermutungen übers Ziel hinausgeschossen worden. Die Verdachtsmomente liessen sich in der Folge jedenfalls nicht erhärten. Die Parlamentssprecher stellten in Unterstützung der GPK fest, dass die Verwaltung sich intern in solchen Fällen auf klare Vorgehensweisen müsse stützen können. Diese sollen Irritationen verhindern und auch die Beamten selbst schützen. Staatsrat Thomas Burgener pflichtete dieser Sichtweise bei und kündigte das Erarbeiten klarer Weisungen an. Dazu werde auch die Justizkommission des Grossen Rates kontaktiert. Das Parlament wird sich heute, zum Abschluss der Oktober-Session, zur Schlussberatung der beiden wichtigen Gesetze über das Gesundheitsnetz Wallis sowie die zu sanierenden staatlichen Vorsorgeeinrichtungen treffen. **tr**

LETEMPS

Caisses de pension: le Valais débat

Valais. Le Grand Conseil s'échauffe

Laurent Nicolet

«Vous devriez prêcher un peu moins et faire plutôt acte de repentance.» Voilà ce que s'est vu signifier hier au Grand Conseil le PDC Louis Ursprung par la socialiste Susanne Hugo-Lötscher. Louis Ursprung, comme président de la commission de deuxième lecture pour l'assainissement des caisses de pension étatiques, venait d'affirmer que le projet «respectait l'équilibre entre les mesures sociales et les possibilités financières» et s'en prenait dans la foulée «à ceux qui refusent de voir la vérité».

La nécessité de réformer des caisses en sous-couverture et les moyens proposés – recapitalisation à hauteur de 600 millions, passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations, relèvement de l'âge de la retraite à 62 ans – ont été plébiscités, hormis par la gauche. Mais en filigrane est apparue la question de la responsabilité. Comme l'allusion de Susanne Hugo-Lötscher à la part prise par le gouvernement et donc le parti majoritaire dans la déconfiture des caisses. L'UDC Alexandre Caillet a ainsi affirmé que la commission d'enquête mise en place à la suite de l'affaire Ignace Rey – l'ancien président de la caisse des enseignants, sur les dysfonctionnements de laquelle la justice enquête depuis 42 mois – avait pointé «des manquements graves et répétés dans la surveillance des caisses» par les deux départements responsables, à savoir les Finances et l'Instruction publique.

Deux départements depuis plusieurs décennies en mains respectivement PDC et radicales. La socialiste Marcelle Monnet a soutenu de son côté que l'Etat avait toujours considéré les conditions de retraite comme une «composante salariale» et avait préféré «abaisser l'âge de la retraite plutôt qu'augmenter les salaires, parce que c'était plus facile». Stratégie qui expliquerait une partie des difficultés actuelles.

A l'inverse, dans les rangs PDC et radicaux, on préfère insister sur la responsabilité des employés et de leur organisation faitière, la FMEF. Pour le PDC Beat Abgottspon, «la FMEF avait ses représentants au sein des caisses et pouvait aussi s'inquiéter qu'elles soient remises à flot».

Enfin, le conseiller d'Etat Jean-René Fournier a concédé que les responsabilités étaient partagées et que «l'Etat avait la sienne». Mais pour expliquer ensuite que les caisses avaient été «bien gérées», et que le vrai coupable s'appelait démographie. «La primauté des prestations, cela fonctionnait quand il y avait cinq actifs pour un retraité.»

Ça passe pour Thomas, c'e

PARLEMENT ► Hier, le Grand Conseil a accepté d'inscrire le RSV dans la loi et de débiter l'assainissement

ZIGZAG PARLEMENTAIRE

QUELLES COUVERTURES EN CAS DE COUPS DURS?

Une commission pour répondre

Et si un président de commune était appelé à verser des millions de francs à des victimes d'une avalanche? L'affaire d'Evolène et la jurisprudence rendue par le Tribunal fédéral n'ont pas manqué d'inquiéter les députés André Quinodoz et Jean Rossier. Les deux élus du PDC du Centre ont ainsi saisi le Conseil d'Etat sur la problématique des couvertures en responsabilités civiles. Et ils ont été entendus par Jean-René Fournier. «*Nous avons décidé de créer une commission tripartite qui réunit la Fédération des communes, les services de l'Etat et la communauté des assureurs. Histoire de trouver une solution commune...*»

URGENCES DE NUIT

Des attentes «supportables»

Est-il normal qu'un patient doive attendre quatre heures avant d'être pris en charge aux urgences de l'hôpital de Sion? «*Cela peut arriver en effet!*» Interpellé sur les urgences de nuit par le député-suppléant Eric Luyet (groupe radical-libéral), Thomas Burgener a rappelé que ce service répondait à des critères bien précis. «*Les patients sont répartis en 5 catégories, selon la gravité de leur cas. De la première – qui nécessite une réanimation – à la cinquième qui ne demande pas d'hospitalisation. Et dans ce dernier cas de figure, on tolère jusqu'à trois heures d'attente.*» C'est donc une heure de plus que le cas soulevé par Eric Luyet. «*Oui, mais le soir en question, les urgences séduinoises ont dû s'occuper de 26 patients en soirée, alors que la moyenne est de 50 prises en charge pour toute une journée.*» Et le conseiller d'Etat de relever que sur ces 26 cas, seuls 4 ont nécessité une hospitalisation. «*Certains autres auraient pu consulter le médecin de garde. Ce qui aurait soulagé d'autant les urgences...*»

PROTECTION DE L'ENFANCE

Le canton prêt à aider les communes

Les députés Marie-Christine Zufferey (PDCC) et Georges Darbellay (PS/AdG) se sont émus de la surcharge de travail au sein de l'Office pour la protection de l'enfant. «*Le nombre de dossiers par collaborateur à plein temps s'élève à environ 120, alors qu'il est de 75 en moyenne en Romandie.*» D'où la crainte de voir le DECS se décharger sur les communes. Patron du Département de l'éducation, Claude Roch s'est voulu rassurant. «*Même si la législation prévoit que les mesures tutélaires soient de la responsabilité des communes, le canton veut s'investir. Nous l'avons fait à travers deux mesures immédiates: la mise à disposition de l'office de 6 demi-postes supplémentaires et la constitution d'un groupe de travail qui doit définir les bonnes mesures à prendre.*»

PLACES D'ATTERRISSAGE EN ALTITUDE

Le Valais ne bâchera pas...

Le conseiller d'Etat Jean-Jacques Rey-Bellet a profité d'une question urgente du député Christoph Michlig (chrétien-social du Haut) pour redire la détermination du Conseil d'Etat à défendre «nos» places d'atterrissage en altitude. «*Nous tenons à conserver les 19 sites actuellement exploités. Et nous n'accepterons pas de suppression sans proposition d'une alternative.*» PG



Lors du débat au Grand Conseil sur le RSV, Thomas Burgener a pourtant dû essuyer une dernière salve d'attaques nourries. BITTEL

PASCAL GUËX

110 voix pour; 14 contre et 3 abstentions: c'est un vote sans équivoque qui a permis hier à notre Parlement d'ancrer dans la loi le Réseau Santé Valais (RSV). Oubliés les atermoiements, les critiques et autres revendications «régionalistes»: le décret est mort, vive la loi! Mais avant de pouvoir crier victoire, le conseiller d'Etat Thomas Burgener a dû essuyer une dernière (?) salve d'attaques nourries.

Durant près de trois heures, les opposants à cette planification ont essayé de faire feu de tout bois. L'UDC notamment a redit tout le mal qu'elle pensait d'une réforme qui offre, à ses yeux, trop de pouvoir au gouvernement.

Mais lors des différents votes sur la trentaine (!) de propositions de modifications proposées par les députés, la principale menace contre l'adoption de cette loi est venue des rangs des démocrates-chrétiens du Centre. Jacques Melly et ses amis ont remis en question le principe des trois zones hospitalières (Haut, Centre et Bas), pierre angulaire de l'édifice construit par les pères du RSV jugée par trop contraignante par le PDC du Centre.

Et la réplique est venue des rangs des Chablaisiens – PDC (!) et PRD confondus – qui ont tiré à boulets rouges sur les... Martignerains, accusés d'avoir fomenté cette dernière offensive «régionaliste».

sur une proposition de la commission des finances pour rappeler qu'il désirait continuer de se pencher au chevet de nos hôpitaux. Par 72 voix contre 47, les députés ont en effet obtenu que les ordonnances du Conseil d'Etat sur sa



«On a inutilement diabolisé notre démarche en ignorant totalement sa portée réelle... Il va désormais manquer un peu d'équilibre!»

JACQUES MELLY

DÉPUTÉ DU GROUPE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN DU CENTRE

A l'heure du vote, il s'en est fallu de quatre petites voix (56 élus pour la proposition d.c., 60 contre et 8 abstentions) pour que les zones s'effacent. Que serait-il alors advenu du RSV? Mystère et boule de gomme.

Une fois ce principe acquis, la tension est retombée sous la coupole. Le Parlement profitant au passage du vote

participation financière soient à l'avenir soumises au Grand Conseil.

Cette loi sur les établissements et institutions sanitaires adoptée, les députés vont désormais pouvoir s'attaquer aux deux autres volets de ce triptyque: à savoir le financement des EMS et CMS; puis les dispositions générales de la loi sur la santé.

st gagné pour Jean-René

des deux caisses de pension. Thomas Burgener et Jean-René Fournier peuvent avoir le sourire.



Louis Ursprung: «Ne pas voter trois ans de mesures transitoires, c'est comme si le FC Sion mène 1-0 à la 90^e et offre l'égalisation à son adversaire.» BITTEL

100 OUI POUR 21 NON À L'ASSAINISSEMENT DES CAISSES DE PENSION Les socialistes, «des enfants gâtés»

VINCENT FRAGNIÈRE

Ça y est. C'est officiel. A moins que la FMEF ne décide de faire recours, l'assainissement des caisses de pension peut enfin débuter. Hier, au Parlement, seuls les socialistes se sont opposés au projet proposé par la commission «Ursprung», ce qui leur a valu une critique plutôt virulente du conseiller d'Etat Jean-René Fournier: «Vous faites mieux de réfléchir plutôt que d'avoir une attitude d'enfants gâtés. Si le Parlement vous suivait, la Caisse de pension des enseignants irait droit à la faillite. Sur un objet aussi délicat, personne ne peut être satisfait à 100%...»

Le forçage de Fournier en matinée

Age de la retraite augmenté de deux ans pour les enseignants et les policiers, financement Etat-employeur qui passe de 60%-40% à 57%-43%, recapitalisation à hauteur de 605 millions, taux de couverture de 80% obligatoire dans trois ans, date à laquelle les deux caisses devront fusionner avant de passer, en 2012, au système de la primauté des cotisations: hier, au Parlement, les quelques velléités de modifier ces décisions fortement soutenues en première lecture n'ont jamais passé la rampe.

Comme annoncé mardi, la bataille politique s'est concentrée autour de la durée des mesures transitoires. Trois ans pour les «Noirs», la commission «Ursprung», les radicaux-libéraux, l'UDC ou encore le président d.c. de la commission des finances Philippe Es-Borrot. Cinq ans pour le gouvernement, le PDC du Centre, les «Jaunes» et, après un dernier «argumentaire» de Jean-René Fournier jeudi matin, une partie du PDC du Bas. Et même dix ans pour l'Alliance de Gauche et les socialistes du Haut. «En général, en Suisse, ces mesures sont prises sur dix ou quinze ans. En proposant trois ans, la commission les réduit à peau de chagrin», dira

Gaël Bourgeois pour les socialistes. «Passer de trois à cinq ans, ça fait 13 millions de plus pour le contribuable ou alors deux centres scolaires», lui répliquera Pierre-Olivier Bourbon, pour les radicaux-libéraux, tandis que l'UDC Jean-Luc Addor dénonce indirectement l'«intrigue» PDC. «Il faut qu'on m'explique comment des députés peuvent voter en commission trois ans de mesures, puis cinq ans dans leur groupe. Le Conseil d'Etat lui aussi a changé d'avis entre la première et la deuxième lecture.»

Cinq ans... à neuf voix

La réponse viendra directement de Jean-René Fournier. «Il n'est interdit à personne de devenir plus intelligent. En première lecture, nous avons proposé trois ans, car nous pensions que la différence financière par rapport à cinq ans serait importante. Aujourd'hui, les experts l'ont chiffrée de manière théorique à 13 millions maximum. Dans les faits, on s'approche des 4 millions, ce qui équivaut à 228 francs par cas par année. Compte tenu des autres décisions d'assainissement, on ne peut pas parler de cadeaux pour les fonctionnaires. Par contre, être le seul canton suisse à fixer trois ans de mesures transitoires pourrait être pris comme une sanction. Ils ne le méritent pas!»

La rhétorique a convaincu les derniers d.c. indécis et fait mouche... pour 9 voix. «Je pensais même que ça pouvait être plus serré. Mais que voulez-vous, je déteste perdre», dira, tout sourire, le conseiller d'Etat à la sortie du Parlement.

Un conseiller d'Etat qui a bien su manœuvrer les siens avec un Jacques Melly, chef du groupe PDC du Centre, entièrement acquis à sa cause. «Il n'y a pas besoin d'aller chercher plus loin son successeur», entendait-on dans la partie radicale de la salle des pas perdus...

«Nos délégués sont mis sous pression»



Secrétaire général de la FMEF, Michel Perruchoud livre ses premières impressions: «Je ne suis pas surpris par les décisions d'aujourd'hui. Dans ce dossier, on ne nous a jamais écoutés. Je ne répondrai pas aux attaques radicales et UDC

par d'autres attaques. J'attends très sereinement notre assemblée générale du 18 octobre. Dans ce pays, on a encore le droit de se montrer publiquement opposé au gouvernement et au Parlement. Depuis deux jours, j'en doute de plus en plus,

car j'ai appris que certains de nos délégués subissaient une pression énorme en vue de notre assemblée extraordinaire. C'est inadmissible. Attaquer le secrétaire général ne me pose aucun problème, mais pas les délégués!» VF



Jean-René Fournier: «Après dix ans à avoir hanté les couloirs du gouvernement, du Parlement, des actuaires, des experts, des procédures judiciaires, le rubricube des caisses de pension a cette fois-ci été stoppé.» MAMIN

GNW-Gesetz ist unter Dach und Fach

Die Vorlage kam praktisch ungeschoren durch die Detailberatung

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat gestern Morgen das Dekret über die Krankenanstalten und -institutionen mit einer klaren Mehrheit von 110:14 Stimmen in ordentliches Gesetz überführt.

Gleich zu Beginn der Detailberatung der 57 Artikel flammte eine Grundsatzfrage der Walliser Spitalplanung durch einen Vorschlag der CVP Mittelwallis wieder auf. Die CVPM wollte die Spitalzonen nach Sprachgrenzen festlegen und dafür mindestens je ein Akutspital vorsehen. Dagegen wehrten sich die Unterwalliser Abgeordneten heftig und wiesen den Vorschlag dank Unterstützung der Oberwalliser Abgeordneten mit 60:56 Stimmen knapp ab. Er hätte gegenüber dem Entwurf der Kommission bedeutet, dass das Unterwallis per Gesetz keinen Anspruch mehr gehabt hätte auf ein Akutspital. Die CVPM bezog in ihre Überlegungen wohl die Planungen des Kantons Waadt betreffend ein neues grosses Akutspital an der Waadtländer Riviera mit ein, an denen auch das Wallis kooperiert. Diese sind allerdings noch nicht so weit fortgeschritten, als dass der Verzicht im Gesetz zum jetzigen Zeitpunkt gerechtfertigt wäre.

Wenig Gehör für etatistische Vorwürfe

Mit einer Serie von Abänderungsvorschlägen wartete Jean-Marie Schmid (CVPO) auf. Er bäumte sich einmal mehr gegen «die etatistische Spitalpolitik» auf und wollte folglich für private Anbieter die gleichen Möglichkeiten gesichert haben, etwa betreffend Leistungsauf-

träge. Das Parlament hatte dafür kein Verständnis. Schmid's Anträge wurden grundsätzlich nur von der SVP- und der FDPO-Fraktion sowie wenigen einzelnen Abgeordneten unterstützt. Wie viel Macht dem Staat? Darüber war sich das Parlament nicht immer einig. Die Ratslinke wollte die Anschaffung von schwerem technischem Gerät im Interesse der Kosteneinsparung einer staatsrätlichen Genehmigung unterstellen, die Rechte sah das GNW in einen unkontrollierbaren Raum mit allen Vollmachten entschwinden. Nur zahlen müsse der Kanton dann noch selber. Kommissionspräsident Pascal Bridy und Staatsrat Thomas Burgener hielten dem entgegen, dass die Kontrollfunktion des Parlamentes über das Budget, den jährlich geforderten schriftlichen Bericht sowie die Finanzkommission ausreichend seien. Die Ratsmehrheit teilte diese Auffassung mit 103:16 Stimmen. Dass die GNW-Rechnung «nur» vom Verwaltungsrat und dem Staatsrat, nicht aber vom Parlament genehmigt wird, wurde von Burgener nicht als Machtfrage, sondern als Zweckmässigkeit bezeichnet. Dass sie auch noch der Grosse Rat kontrolliere, sei überflüssig.

Von der Abgeltung der Spitäler

Das Gesetz verlangt von den Institutionen und Anstalten, die in den Genuss von Subventionen kommen wollen, dass gewisse Normen bei den Lohn- und Sozialbedingungen erfüllt werden. Dies gilt namentlich für die Alters- und Pflegeheime, die im Gegensatz zu den Spitälern

kaum einen Gesamtarbeitsvertrag anbieten.

Franz Ruppen (SVP) verlangte, dass die Gemeinden als bisherige Spitalbesitzer vom Staat bei der Überführung des Eigentums zum Verkehrs- und nicht zum Katasterwert entschädigt werden. Er wurde dabei von Jean-Marie Schmid unterstützt, der die für das Spital Brig gebotenen «schlappen zwei Millionen» als Angebot bezeichnete, mit dem die Region über den Tisch gezogen werde. Staatsrat Burgener verwies darauf, dass eine Kommission die Aktiven der Spitäler nach Abzug der getätigten Subventionen und Übernahme der Schulden durch den Kanton 1991 so berechnet hätten. Die Zahlen seien von allen anderen Spitalbesitzern ausser Brig akzeptiert worden. Wenn Schmid privat drei Millionen für die Übernahme des Spitals bieten wolle, wie er ankündigte, werde man das schriftliche Angebot prüfen. Der Rat wies den Antrag Ruppens mit 97:17 Stimmen ab.

«Richtige Richtung»

Intensive Diskussionen lösten die Subventionierung des GNW, die Beteiligung an den Betriebsausgaben sowie den Investitionen des GNW aus. Der Rat folgte hier schliesslich jeweils dem Entwurf der Kommission.

In der Schlussdebatte schlugen die Emotionen der Gegner nochmals hoch. Franz Ruppen und Jean-Marie Schmid nannten die Vorlage zentralistisch und wettbewerbsfremd und damit inakzeptabel. Die meisten sehen darin jedoch einen richtigen Schritt in die richtige Richtung. Die kantonalen Kranken-

anstalten und -institutionen hätten nun «einen zufriedenstellenden Betriebsrahmen, der sich jetzt zu bewähren hat», so Jacques Melly von der CVP Mittelwallis. Die Zukunft werde zeigen, was er wert sei.

«Glück auf»

Mehrere Sprecher erwähnten, dass man dem Dossier GNW weiterhin grosse Aufmerksamkeit schenken werde. «Wir schauen, was es bringt und hoffen, dass es glückt», sagte Graziella Walker Salzmann, die mit einem Antrag auf eine ausgewogene Frauenvertretung im VR des GNW abgeblitzt war. Die CSPO-Sprecherin fügte weiter an, dass es zur in der Tat grossen Machtstellung des Staatsrates keine Alternative gebe und ein gutes Netz seinen Preis habe.

Zwischenbilanz positiv

Laut Burgener hat die Übernahme der Spitäler durch den Kanton die notwendige Reform erlaubt. Eine Zwischenbilanz zeige, dass der Anstieg der Kosten gebremst worden sei. Ausserdem würden durch eine Studie der Uni Lausanne der pflegerischen Qualität gute Noten erteilt. Die zwei wesentlichen Faktoren seien damit erfüllt. Das Gesetz wurde mit 110:14 Stimmen (3 Enthaltungen) angenommen.

Es ist die erste Etappe in der Gesetzgebung des kantonalen Gesundheitswesens. Der allgemeine Teil des Gesundheitsgesetzes und das Gesetz über die Alters- und Pflegeheime soll laut Zielsetzung des Staatsrates bis Ende der Legislaturperiode (März 2009) ebenfalls unter Dach und Fach sein. **tr**

«Ein zumutbarer Kompromiss»

Die staatlichen Pensionskassen werden mit einem neuen Gesetz saniert: Es verlangt von allen Opfer

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Zur Sanierung der staatlichen Vorsorgekassen hat der Grosse Rat gestern eine entsprechende Gesetzesvorlage verabschiedet. Sie wurde als erster Schritt einer akuten Rettungsübung beschrieben. Nach einer Übergangszeit bis 2012 werden die Grundsätze der Vorsorge der öffentlichen Pensionskassen anzugehen sein. Das Parlament folgte in der Detailberatung bis auf eine Ausnahme, der Dauer der Übergangsbestimmungen, den Vorschlägen der vorbereitenden 2. Kommission unter Präsident Louis Ursprung (CVPO). Die Übergangsfristen für die kurz vor der Pensionierung stehenden Versicherten wurden entgegen dem «ursprünglichen» Vorhaben von drei auf fünf Jahre verlängert.

Länger arbeiten

Das Pensionsalter der Magistraten, Lehrer und Beamten wird neu auf 60 beziehungsweise 62 Jahre (bisher 58/60) festgelegt. Der Antrag von Matthias Eggel (FDPO), die Pensionierung gar um drei Jahre (61/63) anzuhäben, wurde vom Grossen Rat mit 111:13 Stimmen abgelehnt. Eggels Argument, auch damit würden die Magistraten, Lehrer und Beamten des Kantons Wal-

lis im Vergleich zum grossen Teil der Bevölkerung immer noch früh pensioniert, wurde nicht gehört. Man solle das vorgeschlagene Konzept nicht durch Einzelmassnahmen aufbrechen und damit gefährden, warnte Kommissionspräsident Ursprung, der zum Auftakt der Detailberatung wiederholte, worauf die Kommission baue: Auf eine Erhöhung des Pensionsalters um zwei Jahre, auf eine Übergangsfrist von drei Jahren, auf einen Wechsel vom Leistungsprimat zum Beitragsprimat innert fünf Jahren und die mittelfristig geplante Aufgabe der Staatsgarantie. Gemäss diesem Konzept werden die beiden Kassen um insgesamt 605 Millionen Franken aufkapitalisiert. 310 Millionen davon hat der Staat zu tragen, 290 Millionen werden die Versicherten beizusteuern haben. Mit diesem Verhältnis (52:48 Prozent) zeigt sich der Kanton laut Staatsrat Jean-René Fournier im Vergleich mit anderen öffentlichen Kassen, die saniert wurden, nicht sonderlich grosszügig. Im Schnitt liege dieses Verhältnis national bei 58:42 Prozent, die privaten Kassen eingerechnet bei 53:47 Prozent.

Übergangsfrist auf fünf Jahre verlängert

Auf der Basis dieser Zahlen wurde die Frage der Übergangsfristen für die Versicherten angegangen, die nahe am heutigen ordentlichen Rücktrittsalter stehen. Gegen den Willen der Kommission wurde



Das Büro des Grossen Rates mit der vorgelagerten Regierungsbank. Der Grosse Rat gab sich gestern in zwei wichtigen Dossiers neue Gesetze.

Foto wb

mit der Unterstützung von Staatsrat Fournier der Vorschlag der CVP Mittelwallis durchgebracht, diese Frist von drei auf fünf Jahre zu verlängern. Kommissionspräsident Ursprung wehrte sich vergeblich. Der Staatsrat begründete seinen Meinungswandel seit der ersten Lesung mit dem inzwischen erhaltenen Zahlenmaterial. «Im April haben wir die finanziellen Auswirkungen noch nicht gekannt, heute wissen wir, dass diese zweijährige Verlängerung maximal 13 Millionen Franken kosten wird.»

Realistisch sei mit den üblicherweise vollzogenen Pensionierungsfristen der 284 davon betroffenen Versicherten ein Mehraufwand von vier Millionen. Der Rat stimmte der Fristenverlängerung um zwei Jahre mit 68:57 zu.

Abgelehnt wurde dagegen (mit 97:27) der Kompromissvorschlag von linker Seite, den Wechsel vom Leistungs- zum Beitragsprimat an ein solches mit Leistungsziel zu knüpfen.

Deutliche Vorwürfe

In der Schlussdebatte wurden

nochmals die Positionen bezogen. Die bürgerliche Mehrheit sprach von einem guten, für alle zumutbaren Entscheid. Der Grosse Rat sei seiner Verantwortung nachgekommen, auch unter Berücksichtigung der Verdienste der Versicherten. Die Ratslinke sah es anders. Der Staatsrat habe seine Rolle als Sozialpartner jahrelang nicht wahrgenommen. Bei der Sanierung habe er die Versicherten nur informiert, aber nicht mit ihnen verhandelt. Dem Staat wurde beim jetzigen Konzept die ledigliche Rolle ei-

ner Handelsbank vorgeworfen, was seiner nicht würdig sei. Das Gesetz sei ein Abbau auf Kosten der Lohnabhängigen. Deshalb verlange man die Namenabstimmung, damit das Volk auch sehen könne, wer in dieser wichtigen Frage wie gestimmt habe, sagte German Eyer.

Eine zwingende Übung

Kommissionspräsident Ursprung sah es pragmatischer. Jahrzehntlang sei die Staatsrechnung geschönt worden, was schliesslich zum Finanzloch in Milliardenhöhe führte. Es gelte nun, «hier und jetzt das Problem grundlegend anzugehen». Der Vorschlag der Kommission sei ein Weg dazu, «kurzfristig erträglich und langfristig die für die Versicherten notwendige Sicherheit bringend». Jacques Melly (CVPM) erinnerte daran, dass man in diesem Dossier nicht nur versicherungsmathematische, sondern auch menschliche Überlegungen anzustellen hätte. Staatsrat Fournier erwähnte nochmals, dass die Sanierung zwingend gewesen sei. Dabei habe man im Sinne der Opfersymmetrie jeden Franken zweimal umgedreht. An die Adresse der linken Allianz sagte Fournier, sie hätten zu bedenken, dass bei ihren Ansprüchen die beiden Kassen in den Konkurs getrieben würden. Die Schlussabstimmung endete mit 100:21 bei vier Enthaltungen. **tr**

Fragen und Antworten

Sitten. – Das Parlament behandelte neben den Hauptgeschäften eine Serie von aktuellen Fragen.

Grossrat Claude-Alain Schmidhalter (CVPO) wollte wissen, warum der Kanton Baustellen schliesse. Staatsrat Rey-Bellet relativierte diese Frage. Im Oberwallis sei das an einem einzigen Ort erfolgt. Allerdings habe man das Arbeitstempo an verschiedenen Projekten gebremst, «was mit dem Budget zu tun hat, das uns der Grosse Rat für 2006 zugestanden hat».

*

Hans-Ulrich Weger (CVPO) fragte nach den Gründen für die irritierende Informationspolitik des Staates am 14. September betreffend ein drohendes Unwetter. «Wir hatten diese Informationen und wollten sie weitergeben», sagte Burgener. Man könne froh sein, dass die Alpen die prognostizierten massiven Niederschläge vom Wallis abgehalten hätten. Mit dem Spott könne man angesichts der ausgebliebenen Schäden gut leben.

*

Betreffend der langen Wartezeiten auf den Notfallstationen der Walliser Spitäler sagte Burgener, dass im Durchschnitt pro Spital täglich fünf Notfallaufnahmen unterschiedlicher Schwere stattfinden. Wenn es plötzlich über 20 seien, ergebe das automatisch Probleme. Es könne der Personalbestand aber aus Kostengründen nicht auf solche Spitzenzeiten ausgerichtet werden. Das Ziel sei, dass auch geringfügig Kranke nicht länger als drei Stunden warten müssten. Damit müssten übrigens auch Notfälle in grossen nationalen Spitälern rechnen.

*

Warum stockt die Einführung der sechs Palliativbetten im SZO-Standort Brig? Auf diese

Frage von Verena Sarbach-Bodenmüller (CVPO) sagte Burgener, die Rekrutierung des Fachpersonals brauche Zeit. Im November sollten aber drei Betten eingerichtet werden können, die zweiten drei im Januar 2007.

*

Wäre auch im Wallis möglich, dass ein ausländischer Geschäftsmann sich über Gesetze hinwegsetzen könnte, wenn er nur genügend Investitionskapital in Aussicht stellen würde? Auf diese Frage von German Eyer (SPO) sagte Staatsrat Jean-Michel Cina, dass der Kanton die Initiative für das Mammut-Projekt im Kanton Uri begrüsse, weil davon sicher auch das Goms profitieren werde. Uri habe vom Bund in einer einmaligen Zusage 500 Wohneinheiten für den Verkauf an Ausländer zugesprochen erhalten. Damit wolle er den Abbau von 1400 Arbeitsplätzen des Militärs in dieser Region kompensieren helfen. Auch im Wallis bestünden Pläne für den Bau von sogenannten Ressorts, wenn auch nicht von diesen Ausmassen. Eine Arbeitsgruppe stelle derzeit Überlegungen an zu den in solchen Dossiers auftauchenden Fragen und werde ihre Ideen bis Ende Jahr dem Staatsrat vorlegen.

*

Angenommen wurde eine Interpellation von alt Grossratspräsident Marcel Mangisch betreffend die Schaffung eines Jugendheimes im Oberwallis. Laut Staatsrat Claude Roch ist dieses Bedürfnis unbestritten und sind die Vorabklärungen mit der Stadtgemeinde Brig-Glis in diese Richtung bereits weit fortgeschritten. Das Oberwallis hat derzeit nur zwölf Plätze anzubieten, weshalb viele Jugendliche in Deutschschweizer Heimen untergebracht werden müssen. **tr**

Les Valaisans mènent la vie dure aux homos

Contraint par le peuple suisse, le Valais doit s'adapter à la Loi fédérale sur le partenariat homosexuel. Les mentalités devront s'y faire.

Contraint par le peuple suisse, le Valais doit s'adapter à la Loi fédérale sur le partenariat homosexuel. Les mentalités devront s'y faire.

C'est un sujet brûlant que le parlement valaisan a abordé hier après-midi en session. Le projet de loi d'application de la Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre deux personnes du même sexe (LPart) était en effet à l'ordre du jour.

Alors que le «mariage homosexuel» a jusqu'à présent suscité d'intenses discussions entre partisans et opposants, les députés valaisans ont approuvé la LPart avec une étrange rapidité. Le sujet n'a soulevé aucun débat et a été accepté par une très large majorité (93 oui, 5 non et 9 abstentions). Même le PDC, opposé à la loi, s'est résigné à suivre la majorité. Seuls les membres de l'UDC ont finalement rejeté le texte. Les députés n'avaient pas vraiment le choix. Approuvée lors des votations populaires de juin 2005, la législation doit être appliquée au niveau fédéral. Aucun canton ne peut donc s'y opposer. Pas même le Valais, dont les citoyens avaient pourtant refusé la loi par 55% des suffrages.

«Il faut laisser les gens s'habituer»

En effet, «une certaine homophobie persiste encore en Valais», constate Marc Kalbermatter, député socialiste haut-valaisan et partisan du texte: «Je ne suis pas sûr que l'application de cette loi change tout de suite les esprits. Mais elle a au moins permis le débat politique et citoyen, ce qui est déjà beaucoup dans une région où l'on croyait encore jusqu'à peu que l'homosexualité était anormale», ajoute le socialiste.

Du temps, il en faudra également selon Jérôme Perrier, président d'Alpagai, unique association homosexuelle valaisanne. «Il faut laisser les gens s'habituer. En Valais peut-être un peu plus qu'ailleurs. Cette loi est une bonne chose. Je pense que beaucoup de couples gais et lesbiens vont y avoir recours. »

Ceux qui se sont dressés contre la reconnaissance étatique des couples homosexuels devront donc s'y faire. Quoiqu'ils en pensent, la loi entrera en vigueur le 1er janvier 2007. Au grand dam de l'Eglise catholique qui la conteste farouchement. «Elle va à l'encontre des enseignements de l'Eglise. Nous aurions préféré régler les discriminations envers ces personnes autrement. Nous verrons comment elle est appliquée et si la population change d'opinion», explique Norbert Brunner, évêque de Sion.

L'aile romande du PDC valaisan craint que l'on autorise un jour aux couples homosexuels l'adoption et la procréation médicalement assistée: «Maintenant que la loi existe, nous n'avons plus le choix et devons nous mettre en conformité. Le changement a eu lieu au niveau politique, pas forcément au niveau populaire», estime Raphy Coutaz, président de la section romande du PDC.

Ce qui paraît sûr désormais, c'est qu'en Valais, on ne change pas la société par décret.

Le futur hôpital sur site unique est désormais ancré dans la loi valaisanne

PLANIFICATION Le Chablais hérite d'une des trois zones hospitalières cantonales.

PATRICK MONAY

Publié le 13 octobre 2006



Le Grand Conseil valaisan a entériné hier, à une large majorité, les trois zones hospitalières prévues dans la loi cantonale sur les établissements et institutions sanitaires. Il y aura donc, à terme, un établissement de soins aigus dans le Haut-Valais, un autre dans le centre et un troisième dans le Chablais. Une décision qui renforce le projet d'hôpital intercantonal à Rennaz, selon les responsables de l'Hôpital du Chablais. «C'est une très bonne nouvelle, en effet, commente Pierre Loison, directeur général. Le choix du Gouvernement valaisan est définitivement confirmé.» Le Réseau Santé Valais, institué à titre intermédiaire par voie de décret en 2003, a été approuvé par 110 oui contre 14 non.

Ces derniers jours, plusieurs parlementaires avaient pourtant fustigé ce découpage en trois zones. «On condamne les patients chablaisiens et ceux de la partie ouest du Valais central à s'expatrier en terre vaudoise!» s'exclamait ainsi, mardi, le député démocrate-chrétien Jacques Melly. Pour son collègue de parti Gabriel Luisier, la construction du site unique à Rennaz entraînerait la fermeture des établissements de Martigny, Sierre et Viège...

Ces attaques laissent aujourd'hui Pierre Loison de marbre. «Il y aura toujours des gens pour défendre les intérêts locaux, observe-t-il. La réussite de notre projet hospitalier passe par l'adhésion de la majorité, tant parmi les politiques que dans la population.»

L'homme attend aujourd'hui avec confiance les prochaines décisions – cruciales – des parlements vaudois et valaisan. A savoir l'octroi des crédits pour le concours d'architecture, l'acquisition du terrain et les études de détails. L'ouverture de cet hôpital de 300 lits, rappelons-le, est planifiée à l'horizon 2012-2013. Sa réalisation coûtera quelque 200 millions de francs (150 à charge du canton de Vaud, 50 pour le Valais).

On cherche coordinateur

Dans l'immédiat, place à l'élaboration effective du projet. Une société spécialisée a été mandatée pour établir le «programme des locaux», en étroite collaboration avec les futurs utilisateurs du site. «Cela fait environ 200 personnes à consulter, aujourd'hui employées dans les hôpitaux de la Riviera et du Chablais», note Pierre Loison. Pour organiser ce travail, les deux établissements s'appêtent à engager un coordinateur de projet à 100%.

Quant à l'avenir des sites hospitaliers actuels – Aigle, Monthey, Montreux ou encore le Samaritain à Vevey –, il fait l'objet d'une étude complémentaire commandée en mai 2005 par le patron de la santé vaudoise, Pierre-Yves Maillard. Un rapport très attendu qui sera dévoilé le mois prochain.

Wer bietet höher?

Kontroverse um die Entschädigungszahlungen für das Spital Brig

Brig - Glis. – (wb) Im Rahmen des neuen Gesundheitsgesetzes sollen die Walliser Spitäler Eigentum des Kantons werden. Dieser will den bisherigen Besitzern, den Gemeinden der jeweiligen Spitalregion, eine Entschädigung bezahlen. Für die Liegenschaften und die Infrastruktur des Kreisspitals Brig bietet der Kanton eine Entschädigungszahlung von rund 2,3 Millionen Franken an. Das sei ein lächerlicher Betrag, der viel zu tief sei, findet der Briger CVPO-Grossrat Jean-Marie Schmid und bietet einen Betrag von drei Millionen Franken. Das Geld aufzutreiben, sei für die IG «Spitalpflege für alle» überhaupt kein Problem. Finanziell potente Investoren seien genug vorhanden. Das Ziel der ganzen Aktion sei die längerfristige Sicherung des Angebots von Gesundheits- und Spitaldienstleistungen im Raume Brig. Wenn es sein müsse, dann halt auf privater Basis.

Seite 3



Geht es nach dem Willen von Grossrat Jean-Marie Schmid soll das Briger Spital von privaten Investoren gekauft werden.

Foto wb

Grossrat will Spital Brig kaufen!

IG «Pflege für alle» um Grossrat Jean-Marie Schmid bietet drei Millionen Franken für das Kreisspital Brig

Brig - Glis. – Im Rahmen der Eigentumsüberführung des Spitals Brig an den Kanton Wallis bietet der Staatsrat den Gemeinden der Spitalregion Brig/Aletsch/Goms 2,068 Millionen Franken für Liegenschaft und Gebäude. Der Briger CVP-Grossrat Jean-Marie Schmid findet diesen Betrag lächerlich und will zusammen mit der IG «Spitalpflege für alle» drei Millionen Franken für das Briger Spital bieten.

Am Donnerstag hat der Walliser Grosse Rat das Dekret über die Krankenanstalten und -institutionen mit einer glasklaren Mehrheit von 110:14 Stimmen in ein ordentliches Gesetz überführt (der WB berichtete ausführlich).

«Ein schlappes Angebot»

Gemäss diesem Gesetz gehen die Walliser Spitäler in Eigentum des Kantons über, der die bisherigen Gemeinden der jeweiligen Spitalregionen dafür entschädigen muss. Für die Liegenschaften und Gebäude des Kreisspitals Brig will der Kanton in Verrechnung aller bisher getätigten Subventionen und Übernahme von Schulden noch exakt 2 068 332 Franken berapen. Für die Infrastruktur des

Kreisspitals will der Kanton weitere 243 738 Franken (siehe Kasten) bezahlen. «Das ist eine lächerliche Entschädigung und ein schlappes Angebot», findet der CVPO-Grossrat Jean-Marie Schmid. «Unsere Forderung von der IG «Pflege für alle» an die Gemeinden der Spitalregion Brig-Aletsch und Goms: Übertrag dem Staat Wallis zu diesem Preis kein Eigentum am Spital von Brig. Denn wir bieten dafür drei Millionen Franken. Das Angebot gilt.»

Er könne sich aber auch vorstellen, das Briger Spital von den Besitzergemeinden nur zu pachten. «Damit blieben die Liegenschaften im Besitz der Gemeinden, die eine angemessene Entschädigung dafür erhielten», rechnet er vor.

«Geld ist kein Problem»

Jean-Marie Schmid hat das Kaufangebot bereits in der Debatte am Donnerstag im Grosse Rat vorgebracht. «Ich habe mit der IG «Spitalpflege für alle» zwar noch keine Rücksprache getroffen, doch habe ich in dieser Angelegenheit volle Rückendeckung.» Das Geld aufzutreiben sei «überhaupt kein Problem». In der IG seien genügend potente Geldgeber vorhanden. Welche Leute dies sind, wollte Jean-Marie Schmid uns gestern nicht verraten. Erst



Der Briger CVPO-Grossrat Jean-Marie Schmid findet die den Gemeinden der Spitalregion Brig-Aletsch und Goms angebotene Entschädigungssumme von rund 2,3 Millionen Franken für Liegenschaften, Gebäude und Infrastruktur des Kreisspitals Brig als lächerlich und will zusammen mit der IG «Spitalpflege für alle» seinerseits drei Millionen Franken bezahlen.

Foto wb

Entschädigungen für Spitalinfrastruktur

	Liegenschaften und Gebäude	Ausrüstung und Infrastruktur	Total
Brig	???(**)	243 738	243 738
Visp St. Ursula	4 081 555	312 000	4 393 555
Siders	2 790 328	329 099	3 119 427
Sitten (*)	0	516 967	516 967
Martinach	3 830 000	350 000	4 180 000
St-Amé	96 119	75 453	171 572
St-Maurice (St-Amé)	2 560 000	0	2 560 000
Total	13 358 002	1 827 257	15 185 259

(*) 1 462 010.– mit übernommenen Spitalschulden verrechnet

(**) vorgeschlagene Beträge für Liegenschaft und Gebäude = 2 068 332.–

wolle man jetzt in der IG die Sache gründlich analysieren und diskutieren. Zum gegebenen Zeitpunkt werde die breite Öffentlichkeit im Rahmen einer Medienkonferenz über das weitere Vorgehen umfassend orientiert.

«Hoffe auf ein neues Kapitel»

Seit Anbeginn der langen Debatte über die Walliser Spitalreform hat Jean-Marie Schmid für den Fortbestand des Briger Spitals als Akutspital gekämpft wie ein Löwe. Deren Ausgang ist

nun eine bittere Pille für ihn. «Als Demokrat akzeptiere ich aber den am Donnerstag gefällten Mehrheitsentscheid selbstverständlich. Ich bin aber traurig und enttäuscht und betrachte dies lediglich als eine Etappe. Ich hoffe, dass wir in der Spitalplanung und Spitalpolitik ein neues Kapitel schreiben können», so der Briger Grossrat. Wie soll dieses Kapitel denn aussehen? Es sei eine alternative Lösung für das Briger Spital zu suchen. Angenommen, die bisherigen Besitzer des Kreisspitals gingen tatsächlich auf

den Handel ein und verkauften dieses an die Investorengruppe rund um Jean-Marie Schmid, was hätte diese mit dem Spital im Sinn? «Wir wollen sicherstellen, dass in Brig auf privater Ebene Gesundheits- und Spitaldienstleistungen weiterhin betrieben werden. Das gibt es in unserem Kanton bereits. Ich denke da an die Klinik Valère in Sitten, die privatwirtschaftlich betrieben wird und rentabel ist. Die IG ist in Verhandlungen mit ausserkantonalen und ausländischen Investoren und Interessenten», so Schmid.

Welche Interessenten dies seien, wollte uns Jean-Marie Schmid zum jetzigen Zeitpunkt aber nicht verraten. Damit ist Platz für Spekulationen. Bei jenen «Interessenten» muss es sich um renommierte Mediziner handeln, die eine Privatklinik aufbauen möchten und noch einen geeigneten Standort samt potenten Investoren suchen. Dass Privatspitäler durchaus funktionieren ist schliesslich keine blosser Trümmerei, sondern wird in zahlreichen Kliniken unter Beweis gestellt. **wek**